

La liste des abréviations

- ❖ **ANDI** : Agence Nationale de Développement
- ❖ **ARPT** : L'autorité de Réglementation de la Poste et de Télécommunications
- ❖ **CNUCED** : Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement
- ❖ **CPE** : Conseil des Participations de l'État
- ❖ **CH** : taux de scolarisation au secondaire
- ❖ **DOP** : direction de l'observation
- ❖ **EPE** : Entreprises Publiques Économique
- ❖ **ESP** : Environment Systems Policies
- ❖ **EXP** : exportation
- ❖ **FBCF** : Formation Brute de Capital Fixe
- ❖ **FMI** : Fond Monétaire International
- ❖ **FMN** : Firme Multinationale / Transnationale
- ❖ **GCI** : Globale Compétitivité Index
- ❖ **GB** : Grande Bretagne
- ❖ **GSM**: Global System for Mobile Communications
- ❖ **IDE** : Investissements Directs étrangers
- ❖ **ID** : Formation Brute de Capital Fixe/pour le model
- ❖ **MCG** : Moindres Carrés Généralisés
- ❖ **MCO** : Moindre Carrée Ordinaire
- ❖ **MED** : Méditerranée
- ❖ **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economique
- ❖ **ODM** : Original Design Manufacturer
- ❖ **OLI**: Ownership Location Internalisation
- ❖ **ONU** : Organisation des Nations Unis
- ❖ **PECO** : Pays d'Europe Centrale et Oriental
- ❖ **PIB**: Produit Intérieur Brut
- ❖ **PME** : Petite et Moyenne Entreprise
- ❖ **PMI** : Petite et Moyenne industrie
- ❖ **PNB** : Produit National Brut
- ❖ **PVD** : Pays en Voie de Développement
- ❖ **SCR** : Somme des Carrés des Résidus
- ❖ **SPG** : Société de Gestion de Participation

Sommaire

Remerciements.....	<u>I</u>
Dédicaces	<u>II</u>
<i>Liste des abréviations</i>	<u>IV</u>
Sommaire.....	<u>VI</u>
Introduction générale.....	<u>1</u>
Chapitre I : Approche théorique des IDE.....	<u>3</u>
Section:1. Aperçu théorique des IDE.....	<u>3</u>
Section:2. Les stratégies d’attractivité des IDE.....	<u>8</u>
Section:3. L’évolution des IDE dans le monde.....	<u>14</u>
Chapitre II : croissance économique et IDE aux pays du Maghreb	<u>22</u>
Section:1. IDE et croissance économique	<u>22</u>
Section:2. les IDE dans les pays du Maghreb Algérie, Maroc et la Tunisie.	<u>30</u>
Chapitre III : étude d’impacte des IDE sur panel	<u>45</u>
Section:1. Vue d’ensemble sur l’économétrie des données de panel.....	<u>45</u>
Section:2. Modélisation en panel de l’impact des IDE sur la croissance économique dans les pays du Maghreb	<u>53</u>
Conclusion générale	<u>71</u>
Bibliographie.....	<u>73</u>
Annexs	<u>78</u>
Table des matieres	<u>82</u>

Introduction générale

La mondialisation accrue au cours des deux dernières décennies a généré une forte croissance des activités internationales et des investissements directs étrangers. Les pays en voie de développement multiplient les politiques incitatives pour attirer les investissements des multinationales sur leurs territoires et pour bénéficier d'une intégration dans les réseaux de production mondiaux, notamment à travers la libéralisation des régimes d'investissement et de différentes politiques incitatives adoptées (fiscales, réglementaire...etc).

A partir des années 1990 de nombreux pays modifient leurs régimes d'investissement. Pour les pays en développement, ce changement de politique à l'égard des multinationales peut être considéré comme une des évolutions de politique économique. En effet les IDE peuvent avoir des retombés technologiques, contribuer à la valorisation et former le capital humain, faciliter l'intégration aux échanges internationaux, favoriser la création d'un climat des affaires plus compétitif et ceci en complémentarité avec les entreprises locales. Ils sont considérés par les pays en développement comme un facteur de croissance économique.

La progression des investissements directs étrangers s'est déclenché a partir des années 80 avec un rythme phénoménal, marquant le pic dans les pays de la triade (Les USA, Japon et Europe) .Continuant ainsi sur la même cadence durant les années 90, dû initialement à la privatisation des entreprises des pays ex socialistes d'une part, et d'autre part l'émergence des nouveaux pays tels que la chine et la Corée de sud. Par contre, la fragilité de l'économie mondiale entre la période 2000 à 2015 du a la crise de 2008, a engendré des répercussion sur la continuité de la cadence connu lors des deux décennies (80-90), mais malgré cela, l'en 2015 les IDE ont atteint environ 1700 milliards de dollars.

La croissance économique est expliquée par plusieurs courants. Elle a été examinée différemment dans le temps et avec diverses hypothèses. Parmi ces modèles on distingue celui des classique de Smith et Malthus, le model néoclassiques de R.M.Solow et le model de Keynes développé par Harrod-Domar. Le lien entre croissance et IDE est étudié par plusieurs auteurs ; certaines de ces études ont conclu qu'il n'existait pas de liens positifs entre les IDE et la croissance économique, par contre d'autre ont trouvé que les IDE affectent positivement et significativement la croissance économique à long terme.

Les flux des IDE vers les pays du Maghreb n'a commencé à avoir de l'importance qu'à partir des années 1990, et cela en raison de l'ouverture au commerce international et la privatisation des entreprises publiques.

Au niveau africain et selon la CNUCED, l'Algérie et le Maroc sont classés parmi les dix premiers pays au niveau d'attractivité, les flux entant des IDE dans les trois pays du Maghreb ont passé de 293 million dollars en 1990 à 1481 million dollars en 2000. Il ont atteint en 2010, un montant de 4974 million dollars américaine.

La répartition sectorielle des IDE entre les pays du Maghreb ressort la même tendance d'attractivité, le secteur pétrolier est le premier attracteur des IDE pour l'Algérie et la Tunisie. Pour le Maroc les investissements dans l'industrie (les mines) sont au premier rang, suivie par le secteur de la télécommunication. Ces flux génèrent plusieurs effets sur le développement interne des ces trois économies respectives.

Notre travail consiste à étudier l'impact des IDE sur la croissance économique des trois pays du Maghreb, à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Pour parvenir à capter et à quantifier les effets, nous avons utilisé une estimation en panel.

Pour pouvoir répondre à notre problématique, nous avons mené une étude théorique et suivie par une étude analytique qui a nécessité :

- Une recherche biobibliographique pour bien cerner la problématique, et pour prendre connaissance des aspects théoriques liés aux IDE et à la croissance économique.
- Une analyse des données sur panel, traitant la période allant du 1976 à 2014. Le choix de la période est conditionné tout simplement par la disponibilité des informations statistiques tirées de la base de données de la Banque Mondiale.

Pour ce faire, nous avons développé notre travail en le structurant en trois chapitres, dont le premier est subdivisé en trois sections. La première, portera les différentes définitions attribuées aux IDE et ses formes, la deuxième est consacrée aux stratégies d'attractivité des IDE utilisées par les pays d'accueil et les différents instruments. Enfin, la troisième section, traitera l'historique de l'évolution des investissements directs étrangers dans le monde, en s'appuyant sur l'analyse de quelques statistiques.

Pour ce qui est du second chapitre, il contient deux sections, la première traitera l'aspect théorique de la croissance économique et son lien avec les IDE, la dixième section est consacrée aux évolutions des flux des investissements direct étrangers dans les trois pays (Algérie, Maroc et Tunisie) et leur répartition sectorielle.

Enfin, le troisième chapitre, analysera l'impact des IDE sur la croissance économique, tout en commençant par la présentation du model et ses différents tests. Pour conclure ce chapitre, la deuxième section fait apparaître tout en mettant en relai les résultats obtenus.

Chapitre 1 : Approche théorique des IDE

Introduction

L'évolution de l'économie mondiale à partir des années quatre-vingt, et l'intensification des échanges internationaux, ont induit l'intégration des pays et leurs participations aux processus d'internationalisations commerciales et financières.

L'un des aspects de cette internationalisation est la délocalisation des firmes multinationales et l'expansion des investissements directs étrangers (IDE).

Section 1 : Aperçu théorique sur les IDE

Cette section sera consacré a la définition des IDE et ses formes, et la présentation de L'approche de Dunning.

1.1. Quelques définitions fondamentales

1.1.1. Définitions des Investissements directs étrangers

L'IDE sur le plan comptable a eu lieu lorsque la valeur nette comptable d'un investissement réalisé dans un pays et contrôlé par des investisseurs d'un autre pays, argumente (Graham 1995) dans la plus part des temps l'acquisition d'une filiale dont le contrôle est varié selon le pays.

Ce que nous allons retenir, tout au long de notre travail, sont deux définitions officielles de l'IDE, celles du FMI et de l'OCDE.

Pour le FMI qui défini l'IDE « désigne le fait qu'une entité non résidente prend un intérêt durable dans une entreprise résidente, cela signifie l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise investi ainsi qu'un degré d'influence significatif de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise »

Selon OCDE, l'IDE est un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise, qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct. L'investisseur est motivé par la volonté d'établir, avec l'entreprise, une relation stratégique durable afin d'exercer une influence significative sur sa gestion. L'existence d'un « intérêt durable » est établis dès lors

que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct. Les IDE peuvent prendre trois formes principales.

- La création d'une entreprise ou d'un établissement à l'étranger.
- L'acquisition au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante.
- Les réinvestissements de ses bénéfices par une filiale ou d'une succursale située à l'étranger

-Une distinction entre IDE et l'investissement de portefeuille

Les IDE : c'est la création ou l'achat aussi n contrôle d'une entreprise a l'étranger dans le cadre de la prise de participation dans une entreprise à l'étranger supérieur a 10% (longue durée, stabilité) du capitale sociale, ses IDE montre une logique industriel, production, investissements internationale des firmes.

Les investissements de portefeuille : c'est l'achat des parts ou actions une société étrangère qu'est moins 10% (court terme, volatilité) du capital sociale ou d'obligations en termes de placements financier, cette investissement montre une logique financière, spéculative et franchise.

1.1.2. Définition de FMN

Pour bien cerner l'IDE dans ses longues définitions, On doit illustrer les firmes multinationales, l'acteur principal qui véhicule l'IDE avec une part très importante dans le commerce mondial.

Les définitions des entreprises multinationales sont nombreuses et non consensuelles. Les raisons de cette diversité sont principalement de deux ordres : l'origine des définitions et la nature des critères retenus.

R.Vernon (1987)¹ définit les FMN comme étant une firme de grande taille ayant des filiales industrielles dans au moins six pays étrangers. Plus tard Caves (1982)² considère que la multinationale est celle qui contrôle et gère une production à l'étranger dans au moins deux pays.

¹ Vernon R.(1979) : « The Product cycle hypothesis in a new international environment », Oxford Bulletin of economics and statistics 41,pp255-267

² Caves R. (1982); « Multinational Enterprise and economic analysis » Cambridge university press.

La deuxième définition est celle avancée par J. Savary(1981), qui reprend la définition de J.L Mucchielli, à-propos des FMN, écrit : « on peut considérer comme multinationale toute entreprise possédant au moins une unité de production à l'étranger ». ³

1.1.3. Société mère (holding)

On entend par sociétés holdings les sociétés de capitaux, qui ont principalement pour but de participer à d'autres entreprises nationales ou internationales et pouvant appartenir à des différents secteurs dans le but d'y obtenir l'unité de direction. Dans ce cadre, la participation financière de la société holding doit être majoritaire c'est-à-dire qu'elle doit excéder 50% des actions ou des parts sociales des entreprises pour les contrôler.

1.1.4. Groupe

Le groupe de sociétés peut être défini comme étant un ensemble de sociétés qui, tout en conservant leur existence juridique propre, se trouvent liées les unes aux autres, de sorte que l'une d'elles, la société-mère, qui tient les autres sous sa dépendance, en fait ou en droit exerce un contrôle sur l'ensemble des sociétés dominées et fait prévaloir une unité de décision. ⁴

1.2. Les formes d'IDE

A la libéralisation économique appuyée par le progrès technologique qu'a connus l'économie mondiale, l'IDE s'est constitué sa forme à travers la diversification des besoins qui ont donné lieu à l'existence des différentes formes. Il peut prendre la forme de réalisation de filiales, d'achat d'entreprise ou de construction de co-entreprise (joint-ventures), c'est-à-dire de filiales communes de groupes distinctes, ou de société indépendantes financièrement par plusieurs firmes qui en sont actionnaires. Les modes d'implantations des investisseurs internationaux sur le territoire mondial sont divers. ⁵

Les IDE peuvent prendre plusieurs formes. Qui sont distingué généralement comme suit :

³ J. Savary (1981) ; « les multinationales listes » PVF-IRM P.44.

⁴ Ph. Merle, Droit commercial, sociétés commerciales, 10^{ème} éd, Dolloz, n° 641.

⁵ Mazerolle Fabrice : « les firmes multinationales », Ed Vuibert Paris, 2006, P.26 .

– LA succursale

C'est un bureau de représentation de l'entreprise à l'étranger. Elle n'a pas une personnalité morale indépendante. Elle se limite à informer la société mère et de gérer sur place les commandes, et les services après vente.

– Le partenariat

C'est un système qui associe divers partenaires économiques dans le but de :

- ✓ Renforcer la capacité financières ; et nouvelles techniques d'innovations.
- ✓ Comprendre la culture des entreprises et intégré ; des nouvelles compétences.
- ✓ Imposé ça position sur le marché local ; par des nouvelles gammes des produits les plus performants.

– La filiale

C'est une entreprise plus que son capitale est détenu par une entreprise mère ;mais elle a une personnalité morale indépendante sur le pays d'accueille.

– Les joint-ventures

Les joint-ventures ou la coentreprise c'est un accord par lequel deux entreprises ou plus détiennent au le capital d'une entreprise sur laquelle elles procèdent le tout ou un certain degré de contrôle.

En d'autre terme, c'est le fait qu'une entreprise créée en commun avec une entreprise étrangère ou société mixte située à l'étranger détient le capital dans les proportions voisines (de 50/50 à 60/40). Cette forme d'investissement permet parfois au gouvernement du pays hôte de bénéficier de la technologie, des compétences et d'autre, actif, d'une entreprise étrangère sans prendre totalement son droit de propriété et son pouvoir de contrôle.

– Accord ou cession d'une licence

C'est une autorisation temporaire ou définitive de fabriqué ; un produit qui est désigné par une licence, c'est un contrat par le quelle l'entreprise est autorisée d'utilisée un brevet (technique de production ou une procédure) ou produire ou vendre un produit, contre un versement d'une redevance.

– Franchise

Concession d'utiliser une enseigne commerciale ou une marque, ou vendre les produits et les services déterminés par un contrat qui peut être fixé à l'intérieur.

– La sous-traitance

Ce type d'investissement à pour mérite de permettre à l'entreprise étrangère de bénéficier d'avantage de faible cout local de production sans prendre elle-même de risque financier de l'investissement.

En effet, dans ce mode d'implantation, un groupe peut répartir le risque de production entre les fournisseurs et leurs usines en s'implant dans différents pays et, lorsque les coûts de production deviennent élevés dans un pays, la firme cherche d'autres sous – traitants.

1.3. L'approche de Dunning (1979)

La première étude explicative des flux des IDE dans une économie est présentée par Dunning en 1979, sous le nom de « l'approche éclectique » ou « le paradigme O.L.I » qui donne une approche globale des facteurs explicatifs de l'investissement direct⁶. Le paradigme peut ainsi se rebaptiser le paradigme OLI, du nom de ses trois divisions :

- **Avantage spécifique (O : Ownership)**

Cette partie répond à la question : « Pourquoi les firmes vont-elles à l'étranger ? » La réponse de Dunning pourrait s'écrire ainsi : « Parce qu'elles détiennent un avantage spécifique qui leur assurent que les avantages d'une multinationalisation surpassent, à long terme, les coûts exigés.

Une entreprise possède un avantage spécifique lorsqu'elle détient des actifs susceptibles d'être exploités d'une manière rentable à une échelle relativement large (technologie, actifs incorporels (brevets, noms de marque), réseaux de commercialisation).

- **Avantage de la localisation (L : Location)**

Cette partie répond à la question : « Où s'installer ? » Dunning répondra ainsi à cette question : « Là où les avantages d'un pays maximisent les avantages spécifiques de la firme. »

Donc le choix de la localisation dépend des caractéristiques spécifiques à chaque pays d'accueil, mais on peut généraliser en séparant en trois catégories les éléments de comparaison, ce que Dunning appelle le **paradigme ESP** (« Environment, Systems, Policies »)⁷

- **Avantage de l'internalisation (I : Internalisation)**

⁶Boulam,F.(2010).«Conduite de la politique de l'attractivité des IDE et Modèle de développement de l'Algérie »

⁷ DUNNING J.H. « International Business in a Changing World Environment »,dans Multinationals, Technology and Competitiveness, Unwin Hyman Ltd. London, 1988, p.13.

Une firme ayant un avantage doit avoir l'intérêt d'exploiter elle-même son avantage au lieu de le céder à une autre firme, ce qui permet d'éviter les coûts associés aux transactions entre sociétés indépendantes, coûts liés à la passation des contrats et à la garantie de la qualité.

Ainsi, le choix de la modalité de pénétration du marché étranger est fonction de la conjonction entre ces trois types d'avantages. Lorsque l'entreprise réunit simultanément l'avantage spécifique et l'avantage à l'internalisation et si l'avantage à la localisation est situé dans son pays d'origine, elle investira à l'étranger. Si elle ne dispose que de l'avantage spécifique et de l'avantage à l'internalisation, elle pénétrera le marché extérieur par une exportation. Enfin, si la firme ne dispose que d'un avantage spécifique, elle se contentera de vendre une licence.

La différente notion de base des IDE qui sont traitées dans la première section, aide à expliquer d'une façon bien précise le contenu des politiques d'attractivité des IDE dans la deuxième section.

Section 2. Les stratégies d'attractivité des IDE

Les IDE sont devenus, de nos jours, l'un des enjeux de concurrence et de rivalités entre les pays, qui visent à attirer l'IDE et offrir aux investisseurs un environnement dans lequel ils peuvent mener leurs activités de manière rentable sans courir des risques inutiles. Selon le rapport de l'OCDE publié en 2003 sur Les facteurs les plus importants pris en compte par les investisseurs dans leur choix de pays sont:

- Une réglementation prévisible et non discriminatoire et, sur un plan plus général, l'absence d'obstacles administratifs à la conduite des activités.
- Un contexte macroéconomique stable, permettant notamment l'accès au commerce international.
- Des ressources suffisantes et accessibles, notamment la présence d'une infrastructure adaptée ainsi que de ressources humaines.

Les conditions recherchées par les entreprises étrangères s'apparentent largement à celles qui sont plus généralement réunies dans un environnement propice aux échanges. Les investisseurs internationalement mobiles sont toutefois susceptibles de réagir plus rapidement à des modifications des conditions commerciales.

Pour répondre le plus efficacement possible aux attentes des investisseurs, les autorités des pays d'accueil doivent :

- Préserver la transparence du secteur public, notamment grâce à l'impartialité du système de tribunaux et d'application de la loi.
- Veiller à ce que les règles et leur application reposent sur le principe de la non-discrimination entre les entreprises étrangères et nationales et soient conformes au droit international.
- Permettre le transfert gratuit des fonds liés à un investissement et assurer une protection contre expropriations arbitraires.
- Mettre en place des cadres appropriés à un environnement concurrentiel solide dans le secteur commercial national.
- Supprimer les obstacles au commerce international.
- Corriger les aspects du système fiscal qui constituent des obstacles à l'IDE.
- Veiller à ce que les dépenses publiques soient appropriées et pertinentes.

2.1. Les stratégies

Nous proposons quelques exemples particuliers de stratégies cités dans un rapport de l'OCDE sur les stratégies destinées à attirer l'investissement direct étranger publié en 2003.⁸

2.1.1. Incitations générales à l'IDE

Pour attirer les IDE les autorités peuvent mettre au point une stratégie simple qui prévoit l'amélioration de la qualité du contexte dans lequel opèrent les entreprises. Deux catégories distinctes sont envisagées :

- L'adoption de politiques volontaristes visant à attirer les investisseurs étrangers en général. Ces stratégies peuvent avoir pour but de compléter ou renforcer les avantages généraux offerts par l'économie d'accueil, par exemple en facilitant ou en réduisant le coût des relocalisations ou en cherchant à couvrir les pertes par lesquelles se solde un investissement pendant la période de démarrage.
- Des stratégies défensives qui ne visent généralement qu'à égaler la générosité des incitations à l'investissement proposées ailleurs.

⁸<http://www.oecd.org/investment>

2.1.2 Stratégies ciblées

La plupart des stratégies utilisées pour attirer l'IDE au moyen d'incitations sont de portée limitée, en ce sens qu'elles mettent l'accent sur des aspects spécifiques de l'économie d'accueil. Les quatre types suivants de stratégies paraissent les plus courants sont:

- **Stratégies à visée régionale**

Destinées à attirer des entreprises étrangères vers des régions économiquement défavorisées ou à compenser la fermeture d'un autre établissement dans le but de booster l'activité économique de cette région.

- **Développement d'activités jugées prioritaires**

Les autorités de pays, des mesures qui visent à attirer les investisseurs vers des activités stratégiques pour le pays d'accueil comme par exemple la création des zones franches pour l'industrie.

- **Exploitation d'avantages particuliers**

Les pays qui disposent des avantages comparatifs à l'exemple des énergies, main-d'œuvre, géographique, peuvent profiter pour attirer les investisseurs à se localiser chez eux.

- **Développement de certains secteurs**

Certains pays et régions tentent d'utiliser l'IDE pour implanter de nouvelles branches dans des secteurs totalement nouveaux pour eux ou pour développer des « activités prioritaires » dans des secteurs dans lesquels on ne pensait pas jusque-là qu'ils disposaient d'avantages particuliers. C'est par exemple la stratégie qui a été appliquée aux industries de haute technologie et à certains compartiments à forte valeur ajoutée des secteurs de services, mais aussi à des projets à forte valeur ajoutée jugés souhaitables (construction de machines-outils, ingénierie de précision).

2.1.3. Improvisation : cette stratégie concerne des opérations pour lesquelles

- en grande partie du fait de la simple importance des projets d'investissement

- les autorités du pays ou de la région d'accueil ont dû largement improviser.

2.2. Les instruments

Dans un rapport sur les stratégies destinées à attirer l'investissement direct étranger publié par l'OCDE en 2003.⁹ Les incitations à l'IDE sont généralement classées en trois catégories, à savoir les incitations fiscales, les incitations financières et les incitations réglementaires, qui sont toutes financées (ou, dans le cas des incitations réglementaires, offertes) par les autorités du pays ou de la région d'accueil.

2.2.1. Les incitations réglementaires à l'IDE

Sont des mesures qui visent à attirer des entreprises à capital étranger en leur offrant des dérogations aux règles et aux réglementations nationales ou infranationales. Bien que les autorités puissent en principe décider de déroger à n'importe quelle pratique réglementaire, elles se sont surtout employées dans la pratique à assouplir les obligations imposées aux investisseurs sur le plan environnemental, sur le plan social et sur le plan du marché du travail. Les incitations de ce type sont presque exclusivement accordées dans le cadre de stratégies ciblées, ou bien elles sont spécialement négociées dans le cadre de stratégies « improvisées » pour attirer d'importants projets d'investissement.

2.2.2. Incitations financières à l'IDE

L'IDE est souvent motivé par l'une des trois considérations suivantes :

Premièrement, un pays ou une région d'accueil (ou un site à l'intérieur du pays ou de la région concernés) peut apparaître défavorisé par rapport à des sites comparables ailleurs, par exemple en raison de son stade de développement. Dans ce cas, les autorités se prononcent souvent en faveur d'efforts ciblés pour aider les investisseurs, dans un souci d'égaliser les chances. Les dépenses de ce type sont, dans de nombreux cas, largement génériques ou offertes à toutes les entreprises qui souhaitent investir dans une région donnée, et elles ne peuvent alors être considérées comme des incitations à l'IDE. Néanmoins, les dispositions spécifiques concernant l'investissement qui sont négociées entre les autorités et en particulier les grands investisseurs étrangers ont souvent comporté les éléments suivants :

- **Subventions au niveau des infrastructures** : L'une des méthodes privilégiées pour renforcer l'attrait d'un site (ou plus généralement d'une région) est d'offrir des infrastructures physiques (routes, chemins de fer, ports) ou des moyens de communication conçus pour répondre aux besoins des investisseurs.

⁹ Ibidem.p7.

- **Subventions à la formation de main-d'œuvre** : Lorsque l'investissement concerne des activités qui sont nouvelles pour l'économie d'accueil, les investisseurs sont confrontés à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, pénurie que les autorités locales proposent d'atténuer par des programmes de formation publics ou financés par le secteur public.

Deuxièmement, les autorités font souvent valoir que les coûts que doivent supporter les entreprises pour se relocaliser, ou pour créer de nouveaux établissements à une certaine distance des sites antérieurs, peuvent les empêcher de choisir les sites les mieux adaptés. D'après ce raisonnement, il paraît bon que les autorités d'accueil potentielles puissent offrir une subvention afin de couvrir ces coûts de délocalisation. Parmi ces différentes incitations financières, on peut citer :

- **Les aides à la relocalisation et à l'expatriation** : Les autorités peuvent offrir des subventions pour aider à couvrir les dépenses supplémentaires en capital des entreprises et les coûts concrètement liés à la délocalisation. Dans certains cas, les autorités du pays d'accueil contribuent aussi aux coûts de déménagement de différents membres du personnel, ainsi qu'aux dépenses familiales du personnel expatrié.
- **Aide administrative** : Donner traitement préférentiel aux investisseurs par les autorités responsables de la réglementation, qui permet d'atténuer les obstacles administratifs – tels que les délais nécessaires pour obtenir les autorisations.
- **Subventions de salaire temporaires** : La phase de démarrage peut également être facilitée par la prise en charge temporaire d'une partie de la masse salariale du nouvel établissement.

Troisièmement, outre les deux catégories susmentionnées d'incitations à l'IDE qui se justifient généralement par le désir de remédier aux imperfections du marché et de compenser les coûts de transaction, les autorités peuvent chercher simplement à bénéficier des externalités supposées de la présence d'entreprises étrangères grâce à différentes incitations ciblées, , ces subventions sont habituellement liées à la réalisation par les investisseurs d'activités spécifiques qu'il semble opportun d'encourager. On peut en donner les exemples suivants :

- **Crédits aux investisseurs** : Les autorités peuvent choisir d'accorder des prêts assortis de conditions favorables ou des bonifications d'intérêts aux entreprises étrangères. Et aussi alléger les coûts de financement des investisseurs en leur offrant des garanties de prêt.

- **Biens fonciers et immobiliers** : Encourager les investissements par la réduction des prix et la facilité d'accès au bien fonciers.
- **Participation aux coûts** : Les autorités peuvent contribuer au financement des coûts de commercialisation et de développement, et même, dans certains cas, aux coûts ordinaires d'exploitation. Cette participation aux coûts peut être directe, ou elle peut être accordée indirectement par le biais des fournisseurs de biens et de services.

2.3.3. Incitations fiscales à l'IDE :

C'est une forme d'incitations fondées sur des règles, dans la mesure où les modifications de la fiscalité exigent dans la plupart des cas l'intervention du pouvoir législatif. Plus précisément, et sachant que les incitations sont souvent proposées conjointement sous la forme d'un «ensemble» complexe, on peut dresser, à titre d'illustration, la liste suivante des différentes incitations fiscales :

- **Réduction de l'imposition directe des sociétés** : Des mesures générales visant à alléger la charge fiscale des sociétés sont utilisées pour attirer les investisseurs directs étrangers. Il s'agit notamment :
 - De taux réduits de l'impôt sur le revenu des sociétés.
 - D'exonérations temporaires d'impôt
 - De zones spéciales bénéficiant d'un régime fiscal privilégié.
- **Incitations à la formation de capital** : Bon nombre de juridictions appliquent des taux d'imposition réduits aux investissements des entreprises pour attirer des entreprises étrangères tout en les encourageant à investir. On peut en donner les exemples suivants :
 - Déductions spéciales pour investissement. Dans le cadre de ce dispositif, les entreprises peuvent procéder à un amortissement plus rapide ou plus généreux des dépenses d'équipement répondant aux conditions requises. Il peut s'agir d'amortissement accéléré ou de déductions renforcées.
 - Crédits d'impôt à l'investissement. Ces crédits d'impôt représentent un pourcentage déterminé des dépenses répondant aux conditions requises et sont déduits des impôts dus par ailleurs.
 - Bénéfices réinvestis. Certaines juridictions offrent des déductions ou des crédits d'impôt au titre des bénéfices réinvestis dans l'économie d'accueil.
- **Réduction des obstacles aux activités transfrontières** : Les entreprises sont attirées vers des sites où le système fiscal impose des coûts minimes sur le transfert transfrontière de

capitaux, de biens et de services ainsi que de main-d'œuvre. Parmi les incitations proposées, on peut citer :

- Les retenues à la source. Certains proposent aux entreprises à capital étranger des taux réduits de retenue à la source sur les transferts de fonds vers leur pays d'origine.
- Imposition du commerce extérieur. Des taux réduits de taxes à l'importation et de droits de douane (et dans certains cas de taxes à l'exportation) sont parfois utilisés comme incitations à l'IDE – par exemple lorsque les zones franches pour l'industrie d'exportation ne sont pas accessibles aux entreprises locales.
- Imposition des salariés. Des taux réduits d'imposition du revenu des personnes physiques ou des réductions des cotisations de sécurité sociale pour les cadres et les salariés expatriés permettent de renforcer l'attrait de certains sites pour les étrangers.
- **Autres avantages fiscaux** : La réduction sélective de tel ou tel taux d'imposition affectant le secteur des entreprises peut être utilisé pour attirer des entreprises étrangères. A l'heure actuelle, certaines juridictions offrent à titre d'incitations des taux réduits de l'impôt sur les ventes et des réductions de la TVA, tandis que d'autres proposent aux entreprises à capital étranger des réductions de l'impôt sur la propriété.

Section 3. L'évolution des IDE dans le monde

Sous l'angle de l'historicité, l'investissement direct étranger est concédari comme un phénomène économique significatif dès le début du XX siècle. Contrairement à une idée couramment admise, en effet l'IDE existe a partir des années1800.

Les principales phases de l'évolution des IDE sont les suivantes (l'âge d'ore des IDE, la période entre les deux guère, aussi la période d'explosions des FMN, ainsi la phase de 1980 a 1990, enfin la période à partir de 1990).

3.1. Evolution des IDE dans le monde

3.1.1. L'âge d'or des IDE (1800-1914)

Vu leur importance à travers cette époque là, les IDE ont connu leur âge d'or durant la période allant de 1800 à la veille de la première guerre mondiale, même si la vraie révolution qu'a connu l'IDE la été à travers l'internationalisation des firmes, véhiculée par le mouvement de mondialisation et d'ouverture à partir des années 1950. Les capitaux britanniques, avec la supériorité de la Grande Bretagne et son poids économique et politique, étaient largement dominants, grâce à une épargne abondante, une place financière stable et un réseau bancaire international. Accoté, la France s'engage elle aussi, très tôt, dans l'internationalisation notamment, à partir de 1850, ou ses investissements ont cru rapidement et ses avoirs ont été multipliés par six (6) jusque a la première guerre mondiale. Elle investit en Europe et en outre –mer. Quant à l'Allemagne, elle a basé son expansion commerciale au Brésil et en Turquie. Dés la fin du XIX et jusqu'en 1914, les Etas –unis, se mettent aussi à investir et commercialiser de façon agressive, dans les produits pour lesquels ils détiennent un avenage technologique.

Il faut souligner, pour cette époque, que l'initiative de l'investissement à l'étranger était laisser aux banques et aux sociétés privées en majorité, les pouvoirs publics n'intervenaient que lorsque cela est nécessaire .D'autre part, les opérations de placement très nettement sur les investissements directs, et l'activité des marchés financiers européens, étai très marquante, elle canalisait plus de 80 %du totale des investissements. L'éclatement de la guère avais obligé les investisseurs à rapatrier une grande partie de leurs actifs détenus à l'étranger, en Amérique

Notamment, ce qui se remplit par des avoirs européennes placées en titres financiers, et des flux de capitaux ne reprenant vers 1930.

Tableau1: Le stock des investissements internationaux en 1914(10⁶Dollars EU)

<i>Pays investisseur</i>	<i>Montant</i>	<i>%du total</i>	<i>Principale zone d'accueil</i>
G.B	18	41	-EmpireBritannique 47% -Amérique latine 20% -Europe06%
France	8.5	19.3	-Europe61% -dont Russie 25% -Empire français 09%
Allemagne	6	13.7	-Europe centrale 53% -Amérique latine16% -Amérique du nord 15%
Etas –Unis	3.5	7.9	-Canada -Mexique -Cuba
Belgique	2	4.5	-Congo -Russie -Europe occidentale
Divers	2.5	5.7	-

Source: G.Y. Berrin, Edition 1983.P.17.

3.1.2. La période entre les deux guerres

La révolution Bolcheviques et l'effondrement des empires ottoman et autrichiens ont généré le déclin des avoirs européens en titre financiers. La guerre a inversé les rôles traditionnels sur les marchés de capitaux. L'Europe cède désormais sa place dominante aux USA, devenus les grands créancières et qui devient le premier investisseur par les flux de capitaux. Le nombre de filiales étrangères industrielles des 187 grandes entreprises sous contrôle américain, passe de 180 en 1919 à 715 en 1939, et de nouvelles firmes créent leurs Premières filiales dans les années 30.

Tableaux 2 : stock d'IDE dans le monde, en 1914 et 1938.

Pays/région	1914 *(en%)	1938**(en %)
Pays d'origines		
Royaume-Uni	45.5	39.8
Etats-Unis	18.5	27.7
Japon	10.5	2.8
France	12.2	1.3
Autres pays développées	13.2	9.5
PED	0	0
Pays d'accueil		
Pays développés	37.2	34.4
PED	62.8	65.7

Source : *Andreff, 1996, p.10 ; **Tersen et Bricourt, 1996, Po3.

Entre 1918 et 1938, les deux tiers des opérations ont été dirigées vers les pays en développement pour le contrôle des matières premières, métaux non ferreux, pétrole, produits alimentaires tropicaux. En tant que première puissance mondiale, le Royaume Uni détenait la plus grande part du stock d'investissements directs étrangers : plus de 50% à la fin de 19^{ème} Siècle, 45% en 1914, et 40% vers les années 40. La part des USA qui ne dépassaient pas 18% à cette époque, s'est accrue régulièrement pour atteindre 27.7% en 1938. Cependant, les parts de la France et de l'Allemagne modestes, au début du siècle car elle ne dépassaient pas respectivement 13.2% et 10.5% ce sont comprimées par la suite, pour ne représenter que 9.5% et 1.3% seulement du stock mondiale.

3.1.3. LA période d'expansion des FMN de 1945 à 1975

Après la deuxième guerre mondiale, la demande internationale de capitaux l'emportait sur l'offre. Les USA, favorisés par leur position de force, ont engagé un important flux de capitaux publics pour la reconstruction européenne, ce qui a favorisé la reprise d'un mouvement parallèle de capitaux privés. Paradoxalement, cette position de force des USA, en a fait un marché offrant des perspectives favorables de rentabilité, ce qui n'empêche pas ce pays de tripler ses investissements privés, dans le reste du monde en 10 ans. En effet, vers le milieu des années 50, l'Europe reconstruite, devient le principale pôle d'attraction du capital privé américain, surtout dans les secteurs à technologie nouvelle la chimie, l'électronique, l'informatique etc.

3.1.4. La période de 1980 à 1990

Durant la décennie 80, convaincus par l'intérêt que peut procurer l'IDE, pour les pays d'accueil, beaucoup de Pays en voies de développements , ont commencé à mettre en place de politiques d'attraction à la localisation comme des avantages fiscaux et financiers ,aménagements des zones franches , et facilités d'accès à l'infrastructure ,ce qui a donné un afflux d'une part considérable d'IDE, traduisant un phénomène d'internationalisation dans ces pays .

Dans ce processus, les entreprises Françaises et britanniques, ont fait de l'Europe une des principales sources d'investissement avec un stock à l'étranger passant 45.35% du stock mondial en 1980, à 51 ,6% en 1990, les pays de la triade (Les USA ,Japon, et Europe) ont maintenu leur part dans le stock mondial à près de 90% comme le résume le tableau suivant :

Tableau3 : Les détenteurs de stocks d'IDE par zone, en 1980 et 1990 (10⁹ Dollars E U)

	1980		1990	
	Montant	%	Montant	%
Etas Unis	222	39 .6	470	25.4
Europe	254	45.35	956	51.67
dont CEE	212	-	789	-
Japon	27	04 .8	230	12.43
Autres pays développés	27	04.8	79	4.27
PED	30	05 .3	115	6.21
Total	560	100	1850	100

Source : Etabli à partir des données la CNUCED.1994

3.1.5. A partir de 1990

Le monde a connu une explosion de la mobilité du capital, dont le taux de croissance est de 10% en 1993, à 33% en 1995, grâce à l'émergence des nouveaux pays émetteurs tels que la chine, la Corée du sud et aussi, les pays d'accueil les Pays de l'Europe centrale et orientale. En comparant avec les autres relations privilégiées de type Nord-sud qui existent au sein de la triade, le flux d'IDE à destination des pays du sud et de l'Est de la méditerranée, reste très faible, le Japon d'une part (en direction de la Chine, Malaisie) et les

Etats-Unis de l'autre (Chili, Brésil, Mexique), ont des politique, beaucoup plus offensives vis –à-vis de leur propre sud.

Tableau 4 : les taux d'IDE dans « les trois sud Union Européen »1986-1996(en 10⁶Dollars E U)

Années	1986	1990	1996
Sud Union Européen	-	-	-
Algérie	-	00	13
Egypte	1216	734	740
Israël	(147)	101	2015
Maroc	1	227	400
Tunisie	63	76	370
Turquie	125	684	1100
Sud japon	-	-	-
Chine	1425	2487	42300
La Corée du sud	325	788	2300
Indonésie	258	1093	7960
Malaisie	489	2332	5300
Thaïlande	261	2444	2400
Sud Amérique	-	-	-
Argentine	574	4627	4285

Source : Etablie à partir des données du FMI , 1995 et CNUCED ,1997

La nouvelle libéralisation du début de 1990, s'est accompagnée d'une orientation vers des activités commerciales et des services, après avoir atteint un sommet de près de 1400 millions dollars américains

En 2000, les flux d'IDE sont passés à 817,6millions D\$ en 2001 à 559,6 millions américains en 2003. Cette diminution est attribuable au recul des entrées dans les pays développés de 366,6 MD\$ en 2002, à cause de la morosité de la conjoncture dans plusieurs pays tels que l'attentat du 11septembre 2001, aux Etas Unis et à Madrid en mars2002, et le ralentissement marqué des privatisations.

3.2. Evolution de quelques statistiques des flux d'IDE entrants depuis 1970.

L'essor véritable des IDE débute au milieu de l'année 1980. Dans ses années, 1950 et 1960, le taux de croissance des IDE est en effet inférieur à celui du commerce international : l'exportation demeurant la modalité principale de la concurrence à l'échelle mondiale. En 1970, le taux de croissance des IDE rejoint celui de commerce mondial, mais dans un contexte de déclaration de commerce mondial.

Malgré un redressement au milieu des années 2000, la crise financière mondiale de 2008-2009 se traduit par un nouveau repli des flux mondiaux d'IDE, avec une chute de 32% en 2009. Néanmoins, en dépit des conséquences persistantes de la crise, les entrées mondiales d'IDE ont progressé de 9% en 2010, puis de 16% en 2011, pour s'établir à près de 1525 milliards de dollars. La CNUCED n'estime cependant que « la résurgence de l'incertitude économique et la possibilité d'un ralentissement de la croissance dans les économies émergentes pourraient saper le dynamisme de l'IDE en 2012 ».

Les différents groupes de pays (pays industrialisés, pays en développement, économies en transition) ont bénéficié de cette hausse des entrées d'IDE en 2011. Les pays en développement ont ainsi continué à attirer 45% du total des IDE entrantes, pour atteindre 684 milliards de dollars, soit un record historique. 6% du total mondial des flux se sont orientés vers les pays en transitions. Les zones géographiques les plus dynamiques sont l'Amérique latine et la zone Caraïbes (+16% par rapport à 2010) ainsi que les économies en transition (+24%), et, dans une moindre mesure, l'Asie (+10%). L'Afrique, par contre, poursuit son déclin en tant que terre d'accueil des IDE.

Les IDE vers les pays développés s'inscrivent en hausse de 20%. La CNUCED observe néanmoins que cette progression est due principalement à des fusion-acquisition effectuées dans le cadre de restrictions et de recentrage sur le cœur d'activité des multinationales. L'évolution des flux d'IDE, qui dépend notamment de la stabilité de la terre d'accueil et des perspectives qu'elle semble offrir à terme, reflète en quelque sorte la confiance que portent les investisseurs étrangers dans un pays ou une région.

Les flux d'IDE entre l'Union européenne, les Etats-Unis et le Japon (flux Nord-Nord) sont les plus importants, même si leurs parts dans le total mondial est plutôt en baisse. Ainsi on observe ces dernières années une forte augmentation des flux vers l'Asie du sud-Est et tout particulièrement à destination de Chine.

D'une manière générale, le continent africain attire peu d'IDE même si quelques pays comme l'Afrique du sud, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ou l'Égypte constituent des

exceptions. Pour les autres pays africains, l'IDE est essentiellement concentré dans l'industrie extractive.

Environ 64% des stocks d'IDE entrants se concentrent en Amérique du Nord, en Europe et au Japon. Les pays en développement et les pays en développements et les pays en transitions se partagent les 36% restants, dix pays (par ordre décroissant : les Etats unis, le Royaume-Unis Hon Kong, La France, la Belgique, l'Allemagne, la Chine, le Brésil, l'Espagne et le Canada) accueillant 54% du stock mondiale d'IDE à fin 2011, et une quarantaine d'Etats reçoit 90% du stock totale d'IDE. Les Etats-Unis recueillent à eux seuls près de la moitié des IDE reçus par l'ensemble des pays en développement et des pays en transition. La seule véritable rupture de ces dernières années provient de l'émergence foudroyante de Hong Kong et de la Chine qui se hissent respectivement à la troisième et la septième place des pays d'accueil avec des poids respectifs de 5,6 % et 3,5% du stock mondial.

Conclusion

Les investissements directs étrangers jouent un rôle important dans le développement des plusieurs économies nationales, ils sont devenus l'un des enjeux de concurrence et de rivalités entre les pays. La décision d'investir à l'étranger et le choix d'implantation de firmes multinationales est influencé par plusieurs facteurs, environnement économique, politique gouvernemental et système social.

En effet les dans les deux dernières décennies le volume de l'investissement direct étranger mondial s'accroissent beaucoup plus vite que le commerce mondial et le commerce international. Ils sont considérés, par les pays développés que par les pays en développement comme un facteur de croissance économique, et comme un canal majeur de transfert de technologie et d'innovation.

Chapitre 2 : Croissance économique et les IDE aux pays du Maghreb

Introduction

Plusieurs travaux ont étudié le lien de causalité entre l'investissement direct étranger et la croissance économique, La plupart de ces études ont abouti a des résultats selon les quels les investissements directs étrangers, ont un effet significativement positif sur la croissance économique, Hermes et lenkisk (2003) ont soutenu que le développement du système financier d'un pays d'accueil est une condition importante pour l'IDE à avoir un effet positif sur la croissance économique. Les pays magrébins (Algérie, Maroc et la Tunisie) ont reçu durant la dernière décennie un flux important des IDE, qui est dus à la libéralisation économique et la privatisation des entreprises.

Ce chapitre portera, dans un premier point, sur la présentation des théories économiques et le lien entre croissance économique et IDE. Le deuxième point traitera les flux des IDE sur les pays (Algérie, Maroc, Tunisie)

Section 1 : IDE et croissance économique

A travers la littérature économique, une multitude de travaux ont démontrée la contribution des IDE sur la croissance économique, cette littérature mis en éclair les effets positifs directs et indirects sur la croissance .les IDE sont considéré comme canal de transmission de technologie dans les pays développés vers les pays en vois de développements. Le développement des IDE en générale joue un rôle positif dans la situation de la croissance économique dans les pays d'accueil.¹⁰

1.1. Définition de la croissance

1.1.1. La croissance économique

Selon François Perroux¹¹ la croissance économique est définie comme étant « L'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes langues d'un indicateur de dimension : Pour une nation, le produit global net en termes réels ».

¹⁰ Chen E.K.V. « Changing pattern of financial flows in the Asia, Pacific Region Policy Responses » Asain development review, Vol. 10, No.2, 1992, p.45-85.

¹¹PERROX.P « les théories de la croissance »Edition Dunod, paris, 2004, P.254.

1.1.2. La Croissance endogène

La théorie fondamentale de la croissance économique fait reposer cette dernière sur les facteurs exogène (progrès technique, croissance de population) la théorie de la croissance endogène considérée que la croissance résulte des actions des agents économiques : accumulation de capital humain, progrès technique, recherche et développement, les innovations technologies, et développement des infrastructures.¹²

1.1.3. La croissance exogène

Selon Solow la croissance exogène se fonde sur l'hypothèse des facteurs de production connaissent séparément des rendements décroissants, une même augmentation du volume de l'un des facteurs de production répétée plusieurs fois entraîne une augmentation de moins en moins grande de la production. Par contre, les rendements d'échelle sont supposés constants. Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. En posant que la population connaît un taux de croissance qui n'est pas influencé par l'économie, le modèle déduit trois prédictions. Augmenter la quantité de capital (c'est-à-dire investir) augmente la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité.

En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire. Solow note toutefois que cette troisième prédiction est irréaliste. En fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs. Autrement dit, pour Solow, sur le long terme, la croissance provient du progrès technique.

1.2. La croissance économique expliquée par les courants économiques

1.2.1. Revue de la littérature

La croissance économique a été expliquée différemment dans le temps avec divers hypothèses et divers déterminants. Dans notre revue de littérature, nous allons dans un premier temps donner une brève description des premières théories économiques qui montrent l'importance du commerce international pour une économie, sachant qu'il est empiriquement

¹² BEITONE.A, DALLO.C, GUIDANI.JP, LEGARDEZ.A «dictionnaire des sciences économie », Ed ARMAND colin, 1996, p86.

démontré que le commerce international est le principal canal par lequel est véhiculé le transfert international de technologie.

Selon Garello et Naudet (1991), précisent que : «*La croissance économique se caractérise par une augmentation durable de la production et des principales grandeurs économiques - comme le Produit Intérieur Brut (PIB)*». Donc de manière générale, la croissance économique est une augmentation soutenue et durable sur une ou plusieurs périodes, en générale l'année, d'une mesure synthétique de l'économie qui peut être le PIB réel ou le PIB par habitants. L'indicateur le plus utilisé pour repérer la croissance économique est le taux de croissance annuel moyen du PNB ou du PIB en valeur courante. Mais quand on raisonne dans le long terme, le PIB par habitant ou PNB par habitant est l'indicateur de mesure le plus adapté. Il permet de mieux comparer dans l'espace et le temps les capacités productives d'un pays, d'une région, en divisant le volume de richesses créés par le nombre d'habitants.

La croissance économique doit être distinguée de certaines notions que sont le progrès économique, le développement économique, l'expansion économique et les crises.

En effet, il y a progrès économique lorsque le revenu par tête de la population augmente pour tous les individus. Ainsi, comme le précise Perroux cité par Beiton et Al (2004), il peut y avoir une augmentation du produit global (et même du produit moyen) cependant qu'il y ait creusement des inégalités économiques comme c'est le cas dans certains pays du tiers monde. Dans le cas, ou revenu engendré par la croissance est accaparé par une minorité. Le progrès, quant à lui, se rapporte à une analyse des performances qualitatives, à l'amélioration de l'efficacité économiques (productivité) et aux innovations. Le développement est un processus qualitatif lié au bien être de la population (hausse de l'espérance de vie, élévation du niveau d'étude, urbanisation et tertiarisation, etc.), qui englobe la croissance économique qui est un processus quantitatif. En effet, le développement est un processus qui fait appel à des transformations sociales, psychologiques, politiques, institutionnelles, financières et économique, c'est l'état de l'économie tandis que la croissance mesure le degré d'évolution de l'économie d'un instant t à un instant $t+1$.

L'expansion est un phénomène qui désigne une amélioration quantitative à court terme des performances économiques qui est plus utilisé dans les analyses de cycles et des fluctuations. Selon Beiton et Al (2004), l'expansion désigne un phénomène d'accélération

conjoncturelle du rythme de croissance de l'économie par rapport au taux de croissance de longue période.

La croissance évoque donc la même tendance sur le long terme. Il faut enfin distinguer la croissance des crises car, il peut y avoir croissance en tant de crise. On parle de crise au sens strict, quand il y a retournement ou chute brusque de l'activité économique (quantités de biens et services produits) ; cette crise débouche sur une dépression qui correspond à une baisse de l'activité économique.

Après avoir cerné la définition et les caractéristiques de la croissance économique, nous pouvons exposer les théories de la croissance économiques telles qu'elles sont définies par les grands courants de la pensée économiques. Nous allons commencer par exposer les prémisses de la théorie de la croissance avant d'aboutir sur les nouvelles théories de la croissance en passant par les analyses keynésiennes et le modèle **néoclassique à dynamique classique**.

-Les classiques :

Les analyses prémisses des théories de la croissance ne considèrent pas le progrès technique dans leurs études ; et raisonnent sous l'hypothèse des rendements décroissants. Dans le développement de leur modèle, Smith et Malthus décrivent le développement économique en termes de fixité des terres et de croissance de la population.

Malthus pensait que l'économie sous la pression de la population, parviendrait à un point où les travailleurs ne reçoivent que le minimum vital ce qui doit permettre un équilibre stable de la population. L'analyse de Malthus s'est avérée fautive car il a oublié la contribution des inventions et technologies futures¹³.

Smith (1776), montre que la division du travail permet un gain de productivité, ouvrant ainsi donc la perspective d'un cercle vertueux de la croissance.

Ricardo de sa part, fonde son analyse sur la répartition des revenus. Il considère que le revenu national est reparti entre les propriétaires fonciers qui perçoivent la rente, les ouvriers

¹³Samuelson et Nordhausen (1995), en Macroéconomie Page : 768

qui perçoivent un salaire et les entrepreneurs ou capitalistes qui s'accaparent des profits. Il démontre que la dynamique de la croissance conduit à un état stationnaire du fait de l'évolution de la répartition des revenus et l'accroissement de la rente différentielle dans le revenu global qui rend à long terme le profit nul. Néanmoins, il préconise le libre échange pour dépasser ce stade de stationnarité.

De manière générale, les classiques considèrent la croissance économique comme résultant de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la quantité d'instruments (« moyens de production produits », selon Smith) à la disposition des travailleurs.

A la suite de Malthus, Smith, Ricardo, d'autres auteurs classiques comme Mill, ont eu à développer leur point de vu. Avant d'aborder la contribution du modèle néoclassique de la croissance nous allons présenter un aperçu de la pensée keynésienne de la croissance.

-Keynes et la croissance économique

L'apport de la pensée keynésienne à la théorie de la croissance économique se retrouve précisément dans les travaux de Harrod-Domar. , qui ont cherché à comprendre les conditions dans les quelles une phase d'expansion peut être durable. Ainsi, s'il ne propose pas à proprement parler une théorie de la croissance, le modèle de Harrod-Domar permet, néanmoins, de faire ressortir le caractère fortement instable de tout processus d'expansion. En particulier, il montre que pour qu'une croissance soit équilibrée (c'est-à-dire que l'offre de production augmente ni moins (sous-production) ni plus (surproduction) que la demande), il faut qu'elle respecte un taux précis, fonction de l'épargne et du coefficient de capital (quantité de capital utilisée pour produire une unité) de l'économie. Or, il n'y a aucune raison que la croissance, qui dépend de décisions individuelles, respecte ce taux. De plus, si la croissance est inférieure à ce taux, elle va avoir tendance non pas à le rejoindre, mais à s'en éloigner davantage, diminuant progressivement en raison du multiplicateur d'investissement. La croissance est donc, selon une expression d'Harrod, toujours « sur le fil du rasoir ». Ce modèle, construit après-guerre et marqué par le pessimisme engendré par la crise de 1929, a toutefois été fortement critiqué. Il suppose, en effet, que ni le taux d'épargne, ni le coefficient de capital ne sont variables à court terme, ce qui n'est pas prouvé.

-Le modèle de croissance néoclassique

Le pionnier du modèle de croissance néoclassique est Solow (1957). Le modèle montre la possibilité d'une croissance équilibrée contrairement aux keynésiens pour qui la croissance équilibrée est une situation exceptionnelle. Selon Samuelson et Nordhaus (1995), il s'agit d'un modèle qui sert de références dans les études des causes de la croissance. Le modèle au départ considère deux facteurs de productions qui sont utilisés efficacement : le capital et le travail. Un seul bien, homogène est produit dans les conditions concurrentielles avec une technologie constante dans le temps. Dans ces conditions, une économie atteint son sentier de croissance grâce à la flexibilité des prix et à l'existence d'une fonction de production à coefficients variables. Ainsi, l'investissement par intensification du capital¹⁴ génère une croissance de la production par travailleur et des salaires.

Les cambridgiens ont beaucoup critiqué ce modèle, notamment sa possibilité de mesurer le capital ; car il est composé de biens hétérogène et il serait donc difficile de mesurer sa productivité. Ils précisent que le taux d'intérêt et le taux de profit ne sont pas des indicateurs de la rareté relative du capital.

Plus tard, l'introduction du progrès technique dans la fonction de production a été la grande nouveauté des néoclassiques. Solow(1957) est l'un des premiers chercheurs à intégrer le progrès technique dans son modèle. Il donne pour la première fois, une explication théorique au rôle déterminant de la PGF (Productivité Globale des Facteurs) dans l'appareil productif. Dans son modèle, Il introduit un troisième facteur de production, le progrès technique, en supposant qu'il est exogène c'est-à-dire non engendré par le système productif ; Il est plutôt imposé au système productif. Il obtient donc que le taux de croissance est égal à la somme du taux de croissance du capital et du travail pondéré par leurs efficacités respectives et celles du progrès techniques.

Des critiques portés sur le fait que le progrès technique soit exogène vont entraîner l'émergence de nouveaux modèles de croissance économiques développés principalement par les américains dont les tenants sont Romer (1986) et Lucas (1988).

¹⁴On est en présence d'investissement par intensification de capital lorsque le stock de capital augmente plus rapidement que la force de travail.

-Les nouvelles théories de la croissance

L'émergence des nouvelles théories de la croissance est fondée sur les résultats des travaux empiriques portant sur : les questions de convergence, le rôle des politiques gouvernementales (Reynold (1983) et l'influence des facteurs démographiques. En effet ces travaux vont ouvrir la voix à ce qu'on va appeler la théorie de la croissance endogène.

Contrairement à Solow, plusieurs autres auteurs ont plutôt dans leurs recherches incorporées le progrès technique. Parmi ces auteurs nous pouvons citer entre autres Römer(1986,1990), Lucas(1998) etc. Le rôle novateur de la théorie de la croissance endogène est d'affirmer le rôle directeur de la connaissance (éducation, capital humain, capital physique, le « Learning by doing », l'innovation de procédés ou de produits) dans la connaissance économique (Baumon et Ali (1997)). De manière générale, la théorie de la croissance endogène met en évidence quatre facteurs qui influencent sur le taux de croissance d'une économie : les rendements d'échelle constante (Romer)¹⁵, les interventions de l'Etat à travers les investissements dans les infrastructures (R. Barro)¹⁶, la recherche et développement (Romer, Schumpeter), l'accumulation de capital humain (Lucas).

L'économie géographique constitue une extension féconde à l'analyse de la croissance et en particulier aux théories de la croissance endogène qui intègrent les effets externes technologiques en tant que vecteurs de développement. Selon la théorie de l'économie géographique, les intégrations verticales (nord-sud) sont a priori plus favorables à la croissance que des intégrations régionales sud-sud, qui seraient créatrices de divergences aux dépens de économies les plus pauvres (Venables 2000) cité par Maingy(2004)).

En effet, l'ouverture économique des pays pauvres en créant des paradis fiscaux, par la suppression des obstacles tarifaires, vont permettre aux firmes des pays du nord d'investir dans ces pays, ce qui leur en profite des avantages en matière du coût de la main d'œuvre et de la matière première ; en conséquence de ce fait, bien évidemment une augmentation du rendement ; quant aux pays pauvres, ils bénéficient non seulement de la technologie importée

¹⁵ Il attribue la croissance à l'accumulation de capital et suppose que les infrastructures publiques constituent donc un facteur de croissance qui engendre des rendements croissants dans le long terme en raison des économies internes qu'elles permettent pour leurs producteurs privés

¹⁶ Il considère que les infrastructures peuvent conduire à l'amélioration de la productivité et les impôts qui servent à les financer à rôle positif

mais aussi du développement dans divers secteurs comme les infrastructures induites par les IDE.

Sur la base de ses diverses théories, divers travaux ont été réalisés pour capter l'effet des divers déterminants de la croissance sur la croissance à travers diverses méthodes.

1.2.2. Le rapport entre IDE et la croissance économique

On ambitionne souvent que l'IDE est ingrédient à une croissance économique solide et au développement, notamment par ce que l'essence même de développement économique réside dans le transfert rapide efficace et l'adoption des meilleures pratiques d'un pays à l'autre. L'investissement direct est particulièrement bien adopté à ce transfert et à sa transformation en croissance globale, notamment en exploitation au mieux le capital humain¹⁷.

On sait désormais que pour entraîner la réduction de la pauvreté, la croissance est un facteur nécessaire, la théorie offre des prévisions conflictuelles concernant les IDE sur la croissance.

En effet, l'IDE peut jouer des différentes façons sur le processus global de développement¹⁸. D'abord, c'est une source d'accumulation des capitaux aussi bien physique qu'humain, étant donné que les projets d'IDE sont strictement conçus, ils entraînent la croissance et contribuent à créer des emplois, simulant ainsi l'emploi, cet effet sur l'emploi signifie que l'IDE peut contribuer aux ODM en réduisant la pauvreté liée aux revenus, ensuite, ces revenus dont l'état a besoin peuvent servir à financer des infrastructures et services liés aux ODM, ainsi, les bénéfices de ces revenus sont directs. Les aspects directs concernent les impôts sur les sociétés versés à l'état par les entreprises elles même, ainsi que les revenus issus de l'IDE dans le secteur des ressources naturelles, l'aspect indirect est lié à l'augmentation de la croissance économique lorsqu'elle engendre une amélioration de l'assiette fiscale globale.

Comment l'IDE affecte-t-il donc la croissance ? Si le rapport positif entre l'IDE et la croissance n'est pas accepté sans une certaine ambiguïté, les études macroéconomiques

¹⁷ Klein, Michael, Carl Aaron et Bita Hadjimichael : « Foreign direct investment and poverty reduction », World Bank Policy Research Working Paper 2613, 2001.

¹⁸ Addison T. et George Mavrotas : « Foreign Direct Investment, Innovative sources of development Finance and domestic Resource Mobilization », Revised Paper for Track II, Global Economic Agenda, Helsinki process Globalization and Democracy, 2004.

prouvent que l'IDE a un rôle positif, surtout dans certains environnements donnés. La documentation existante démontre trois voies principales pouvant être empruntées par l'IDE en vue de promouvoir la croissance économique. La première est la libération des contraintes de l'épargne, les investissements directs étrangers augmentant les faibles taux d'épargne nationaux grâce au processus d'augmentations du capital.

En deuxième lieu, l'IDE est la principale voie d'accès du transfert de technologie. Ce transfert ainsi que les retombées technologiques entraînent une amélioration de la productivité et une exportation des ressources plus performante, qui conduisent à la croissance. En troisième, l'IDE engendre une augmentation des exportations résultant de capacités accrues et d'une plus grande concurrence économique à long terme peut s'expliquer par la combinaison des sources de croissance, ce sont les hausses d'apports (de main d'œuvre et de capital) et la productivité totale qui reflètent les progrès technologiques et autres améliorations de performances dans l'exploitation des ressources. Dans ce cadre de croissance « endogène » l'IDE peut collaborer de manière significative à ces trois composantes de la croissance. L'IDE augmente le stock de capitale national et renforce l'accumulation de capitale humain tout en accélérant les progrès technologiques dans les pays hôtes, les impacts les plus directs et significatifs de l'IDE sont observés dans deux domaines principaux : l'accumulation de capitaux d'investissement et la croissance de la productivité totale des pays bénéficiaires.

Section 2 : les IDE dans les pays du Maghreb Algérie, Maroc et la Tunisie.

Dans cette section on va présenter l'évolution des IDE entrants dans les trois pays de Maghreb, et leur répartition sectorielle.

2.1. Les flux des IDE dans les trois pays du Maghreb

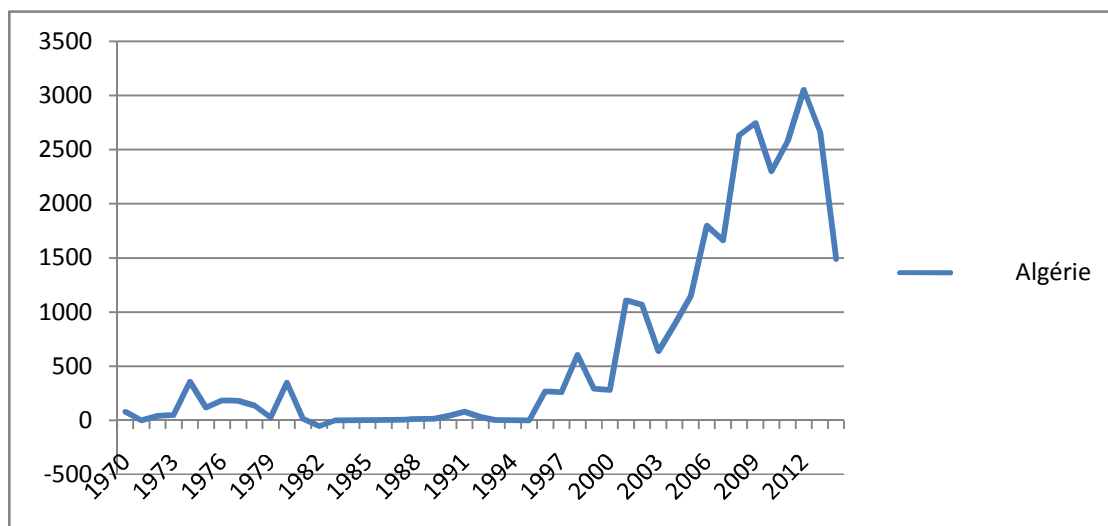
2.1.1 Les flux d'IDE en Algérie

Le statut des IDE a suivi une évolution en deux phases principales répondant à deux systèmes économiques qu'a épousés l'économie algérienne ; une période de planification allant jusqu'à 1990, et une période de passage à l'économie de marché à travers les réformes engagées, dès cette date.

Ces réformes structurelles qui ont rendu possible le rétablissement de l'équilibre macroéconomique et la libéralisation de l'économie. Aussi c'est eux qui ont permis d'améliorer

certaines performances en termes de croissance du produit intérieur brut (PIB) et le développement d'un secteur privé plus dynamique, entraînant par conséquent un plus grand flux d'investissement directe étranger.

Figure n°1 : flux d'IDE entrants en Algérie 1990-2013 (en millions de dollars)



Source : réaliser par nous- même d'après les donnés de la CNUCED : l'investissement étrangers dans la région MED en 2014 .

– **Durant les années 80**

Durant toute la période allant du lendemain de l'indépendance jusqu'au début des années 1990, la réglementation régissant l'investissement, s'adressait principalement au secteur public, le privé qu'il soit national ou étranger a été, en marge de toute la politique économique, ce qui explique la dégradation de la situation économique, augmentation de chômage réduction de l'activité etc.¹⁹ Les devoirs gouvernements de cette période, sont réticents à toute intervention étrangère, ont en outre remis en cause le plan VALYD (valorisation des hydrocarbures) qui prévoyait un programme ambitieux d'investissement. Cette remise en cause a conduit à quasi-arrêt de l'investissement car les nouveaux IDE dans le secteur des hydrocarbures, sans être formellement interdit, n'ont pas été suffisamment encouragés.

- **Durant la période (1995-2003)**

Cette période a été caractérisée par l'amélioration de climat des affaires dans le cadre du programme d'ajustement structurel imposé par le FMI. Les IDE ont connu une explosions non négligeable, à la suite des signaux positifs envoyés et par les autorités algériennes.

¹⁹ CNUCED : Examen de la politique de l'investissement de l'Algérie ; 2004 ; P .8.

En 2001 les autorités algériennes lancent le programme de soutien à la relance économique (PSRE), par ailleurs, l'Etat Algérien a pris des dispositions pour offrir un certain nombre de garantie aux investisseurs.²⁰

A partir de 2002 ; L'Algérie est classé premier pays hôte d'IDE au Maghreb et troisième en Afrique²¹.

- La période (2004-2009)

Après trois années consécutives de baisse, les flux mondiaux d'IDE en 2004 ont sensiblement augmenté pour atteindre 880 millions de dollars en 2004 contre 634 en 2003. La reprise des IDE en 2004 s'explique par l'accélération de la croissance mondiale, l'accroissement des bénéfices, la hausse des valeurs mobilières, la multiplication des fusions-acquisitions internationales, et la poursuite de la libéralisation et de l'amélioration du climat des affaires.²² L'Algérie a été le premier pays bénéficiaire en IDE dans la région MED, en effet en 2008, ils ont atteint 2593 millions de dollars.

- La période (2009 à nos jours)

Selon le rapport mondial 2011 sur les IDE de la CNUCED, l'Algérie est parmi les dix premiers pays d'accueil africains des IDE en 2010, mais marqué un recul en termes de montant des investissements, Les IDE engagés se sont établis à 2264 millions de dollars en 2010 contre 2746 millions de dollars en 2009. Sur cette base l'Algérie est classé en 8ème position en 2009.

Selon des statistiques l'Andi, au 1^{er} semestre 2013, l'Algérie a enregistré 31 projets d'investissements impliquant les étrangers, pour un montant global de 1691 millions de dollars, ces projets devraient générer 7385 emplois.²³

Les flux d'IDE ont connu durant la période 2002-2013 des fluctuations remarquables : faibles durant la période 2002-2007, mais importants durant la période 2008-2011.

²⁰ CNUCED : Examen de la politique de l'investissement de l'Algérie ; 2004 ; P .5.

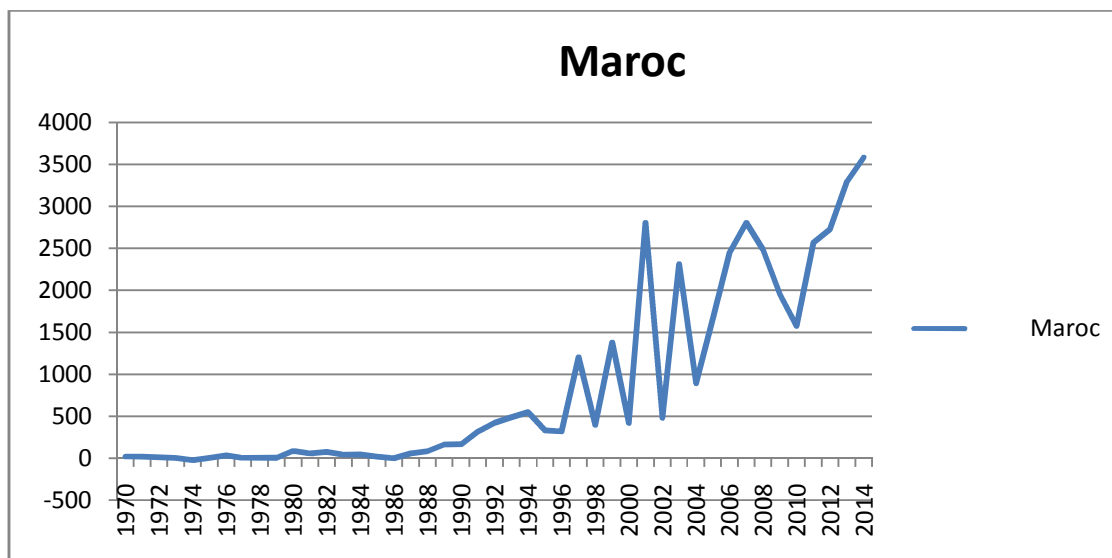
²¹ CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde 2003, publié sur www.cnucead.org .

²² CNUCED : rapport sur l'investissement dans le monde 2005.

²³ Rabhi M : Investissement directs étrangers en Algérie, « un léger rebond en 2012 », journal liberté ,24 novembre .Disponible sur : <http://www.liberte-algerie.com/conterchamp/sans-surprise216313>.

2.1.2. Les flux d'IDE en Maroc

Figure n°2 : Flux d'IDE entrants au Maroc (1990-2013) en millions de dollars



Source : réaliser par nous-mêmes à partir des données de CNUCED

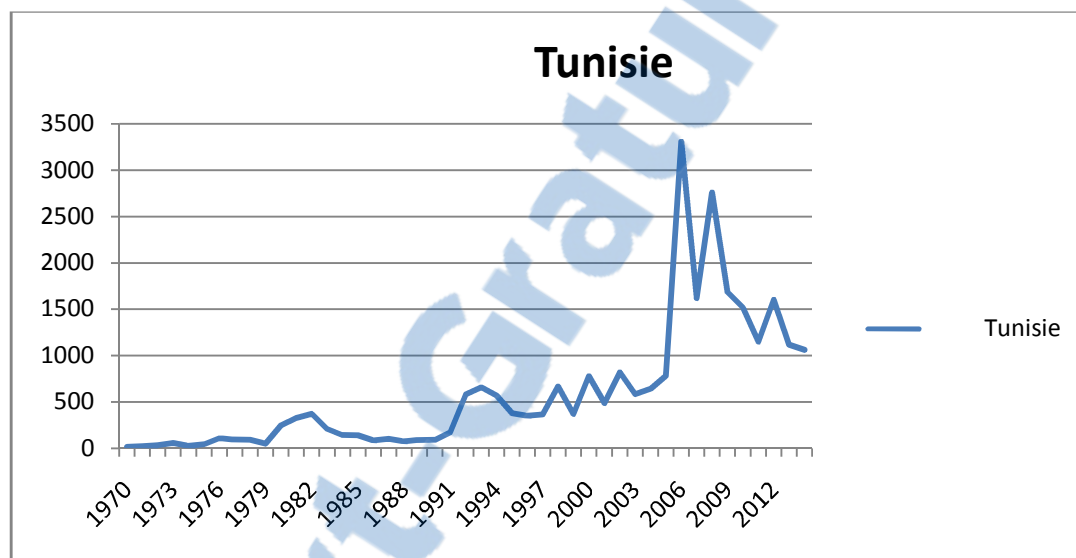
Les investissements direct étrangers au Maroc sont un phénomène assez nouveau qui a pris de l'importance au début des années 90, avant cette période, la gouvernance marocaine n'avait pas de politique relative aux investissements, si bien que les flux d'IDE étaient relativement faibles. Mais avec le démarrage du processus de privatisation en 1993 et à la conversion de la dette extérieure en investissements, le Maroc a connu un essor important des flux d'IDE, toute leur évolution se caractérise, depuis 1996 et sont fortement conditionnés par une logique d'aubaine : privatisation, programme d'investissement conditionnés par une logique d'aubaine : privatisation, programme d'investissement d'infrastructure...., ils sont, par exemple, passés de 2875 millions de dollars en 2001 à 534 millions de dollars en 2002, ce qui constitue en fait pour la CNUCED 2005 un retour à un niveau d'évolution normal, car c'est la privatisation du secteur de télécommunication en 2001 qui a permis de drainer une masse de fonds environ quatre fois supérieure à la moyenne de la période. Toutefois, l'année 2003 permet une fois encore au Maroc, à la faveur d'importantes opérations de fusion-acquisition, de retrouver un niveau d'IDE quasi équivalent à l'année 2001, avec un montant d'IDE de 2875 millions de dollars (CNUCED 2005) ce qui le place au premier rang des récipiendaires d'IDE en Afrique.

Selon le dernier rapport de la CNUCED 2012, après trois années successives de la baisse, les flux vers le Maroc ont affiché une forte progression de 60% en 2011, s'établissant à 2568 millions de dollars contre 1574 millions de dollars en 2010.

En effet, sur la période 2009-2013, est marquée par une augmentation, Malgré les troubles politiques et sociales traversés par certains pays d'Afrique du Nord (printemps arabe de 2011), en 2013 les flux d'investissement direct étranger au Maroc s'est inscrit en sensible hausse à cause, de la montée en puissance de certaines activités industrielles telles que l'agroalimentaire ; l'automobile et l'aéronautique, ont favorisé la réalisation d'opérations substantielles.

2.1.3 Les flux d'IDE en Tunisie

Figure n°3 : Flux d'IDE entrants en Tunisie (1990-2013) en millions de dollars



Source : réalisé par nous-même à partir des données de CNUCED.

La Tunisie est l'un des pays à disposer d'un guichet unique qui bénéficie des délégations de signatures des différents ministères concernés par l'investissement. Avec le programme de privatisation lancé en 1988, les IDE ont pris un nouvel essor suite à la vente de cimetières et d'entreprises chimiques, avant cette année-là, les flux des IDE sont faibles.

Durant la période 1990-2002 l'évolution des flux d'IDE entrants en Tunisie est généralement plus stable, ces IDE étant ancrés sur des stratégies des firmes moyen ou long terme avec des niveaux moyens généralement plus élevés, toutefois, les flux entrants enregistrés en Tunisie sont, en 2002 les plus hauts de puis 1990 et presque double des flux enregistrés en 2001 (tableau 03), en 2005, les investissements directs étrangers entrés en Tunisie ont représenté 1782 millions de dollars contre 639 millions de dollars en 2004, soit une hausse des IDE s'explique avant tout par des entrées des capitaux dues aux privatisations.

si les recettes de privatisation sont exclues, les montants d'IDE entrées se situent à des niveaux proches des années 2002 et 2003²⁴

Malgré l'évolution des IDE durant la période 2006-2008, cet avantage est en train de prendre une impotence étant la succession des crises externes et internes et la révolution technologique sur les activités technologiques sur les activités traditionnelles, la Tunisie est un pays ouvert à l'extérieur, toutes fluctuations des agrégats macro-économiques et politique à l'échelle mondiale vont affecter leur stabilité macroéconomique.

A partir de l'année 2008, la Tunisie a supporté l'influence de deux crises différentes et successives, la première est celle de la crise financière qui a été commencée en 2008, alors que la deuxième est une crise interne « politique » qui a été déclenchée à cause des troubles sociaux. La fragilité de leur économie et faible capacité d'absorption des chocs externes, ce qui explique la baisse des flux des IDE en Tunisie, 1688 millions de dollars en 2009 contre 2759 en 2008.

En ce qui concerne la crise politique, la Tunisie a connu des troubles sociaux qui ont commencé en décembre 2010 et qui sont guidés par le slogan « démocratie et liberté ». Cette révolution a affecté négativement la stabilité politique et économique du pays.

Selon les statistiques d'investissement en Tunisie en 2012, les flux des IDE enregistrés au cours de l'année 2010. Après il a enregistré une hausse de 1918 millions de dollars contre 1148 millions de dollars en 2011, en 2013 les flux d'IDE ont marqué une baisse de 9% par rapport à 2012, de 1918 millions de dollars contre 1096 millions de dollars en 2013.

2.2. Le classement des trois pays Maghrébins selon la compétitivité économique

Le forum Economique Mondial publie le rapport de la compétitivité globale pour la période 2015-2016, résultant d'enquêtes réalisées auprès de 1500 chefs d'entreprise dans 144 pays. Ce classement se base sur l'Indice Mondial de la Compétitivité (« Global Competitiveness Index », GCI) lequel inclut 114 indicateurs composant les 12 piliers de la compétitivité appréciant la situation économique globale d'un pays, parmi lesquels on retrouve, les infrastructures, la santé et l'éducation.

²⁴ Ambassade de France en Tunisie, fiche de synthèse de la maison économique : « IDE en Tunisie et présence Française en 2005 », novembre 2006, P.1, in www.Missionéco.com.

L'intérêt de ce rapport, pour chaque pays est de mettre en lumière les principaux freins et obstacles qui entravent le développement et de se positionner dans un environnement mondialisé, les pays peinent à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour favoriser la croissance, qui constitue le principal défi actuel, il met également en exergue l'innovation et la gestion des talents comme deux domaines dans les quelles les leaders des secteurs public et privé doivent mieux collaborer pour réussir en développement mieux collaborer pour réussir en développement économique durable et inclusif.

Sur un plan général, à l'échelle africaine c'est l'Ile Maurice qui arrive en tête du classement (46e place mondiale), suivie par l'Afrique du Sud (49e), le Rwanda (58e), le Botswana (71e), le Maroc (72e), la Namibie (85e) et l'Algérie (87e). La Côte d'Ivoire (91e), la Tunisie (92e) et la Zambie (96e) complètent le classement continental.

Tableau n°5 : Le classement des 10 pays Africaines les plus compétitifs en 2015.

Pays	Rang mondiale 2015	Evolution depuis 2014
AF. du sud	49	+7
Algérie	87	-8
Botswana	71	+3
La cote d'Ivoire	91	+24
Maroc	72	0
Maurice	46	-7
Namibie	85	+3
\$Rwanda	58	+4
Tunisie	92	-5
Zambie	96	0

Source : Données : Forum économique mondial, rapport 2015-2016

2.3 .Répartition des IDE par secteur

La répartition des IDE par secteur d'activité réalisés durant la dernière année années essentiellement aux différents secteurs.

2.3.1. Répartition des IDE par secteur d'activité en Algérie

L'évolution de l'économie Algérienne se fait un rythme des réformes depuis 1994 sous l'œil du FMI. Cette évolution est positive aux niveaux des résultats du commerce et de l'équilibre macroéconomiques.

Mais elle reste toujours dépendante des prix du pétrole, tant au niveau économiques (97% des recettes d'exportation) que budgétaire (60% des recettes de l'état proviennent de la fiscalité pétrolière).

2.3.1.1 Le secteur de l'industrie

Depuis le début de l'année 90, l'industrie Algérienne, à l'image de tous les secteurs de son économie, s'est engrangée dans un processus de réformes principalement articulés autour d'opérations de restructuration des entreprises publiques qui représente 80 % du potentiel industriel du pays ,les 20% restants constituent un issu de PMI-PME du secteur privé.

Les Entreprises publiques économique (EPE), près de 1400 à la fin de l'année2003, ont fait l'objet de restructuration donnant lieu à la filialisation de leur activités filialisées sont déjà opérationnelles. Les restructurations sont en phase d'achèvement. Le secteur industriel privé est composé, essentiellement de PMI-PME dont le nombre est estimé à 200000.

– L'organisation du secteur public économique repose sur

- Le Conseil des Participations de l'État (CPE) est une instance gouvernementale relative à l'organisation, la gestion et la privatisation des entreprises publiques économiques. C'est cette instance qui permet l'État exerce son rôle de propriétaire des actifs confiés aux Sociétés de Gestion des participations.
- Le CPE n'agit pas directement sur les entreprises publiques mais il le fait à travers des Société de gestion de Participation (SPG)²⁵, qui ont un mandat d'exécution de la résolution du CPE, notamment l'exécution des programmes de privatisation.

²⁵ Melle HAROUN Hayat : « La problématique du foncier industriel et de l'investissement en Algérie », mémoire en master 2en droit des affaires ,faculté de droit et sciences économiques , université de Perpignan,2004 ,P.52.

- Le Ministère Délégué à la participation et à la Promotion de l'Investissement assiste les SPG et les impulse sous la conduite du programme de Privatisation et de valorisation des entreprises publiques.

Globalement, l'industrie algérienne a renoué avec une forte croissance à partir de 1998 ainsi, la production cumulée réalisée à fin septembre 1998 a fait ressortir une augmentation de 8,1% par rapport à la même période de l'année 1997.

Les industries mécaniques et métalliques qui font partie du noyau dur de l'industrie de base ont enregistré une production en nette amélioration. Seules les branches sidérurgie-métallurgie et bois, papier constituent d'enregistrer des contre-performances les autres branches connaissent une amélioration de la production. En conséquence et d'une façon générale, les niveaux de production atteints, même s'ils restent en deçà des capacités nominales, permettent d'escompter un rendement durable de l'activité industrielle. L'analyse des effets d'ajustement structurel mis en œuvre ces dernières années permettent de dégager :

Une tendance favorable au plan des données macro - économiques. Baisse du taux d'inflation, des taux d'intérêt, une reconstitution appréciable des réserves de change et une stabilisation des taux de change, la mise en place d'un cadre juridique mieux adapté aux exigences du nouveau contexte économique. Ces progrès au plan macro-économique²⁶ resteront, toutefois, insuffisant sans amélioration des performances des opérateurs économiques au plan micro-économique, pour cela, le programme de gouvernement dans le domaine de l'industrie a mis l'accent, en priorité, sur trois grandes axes :

- La poursuite et l'approfondissement de la politique de la restriction ;
- La poursuite de l'application du programme de privatisation ;
- La mise en place progressive d'un environnement financier, matériel et institutionnel permettant de définir et d'appliquer une politique industrielle dynamique et cohérente en vue d'une relance durable de l'investissement et de la production.

2.3.1.2. Le secteur des hydrocarbures

Le secteur des hydrocarbures joue un rôle primordial en matière d'IED : en effet, la part des exportations de pétrole et de gaz s'élève à 95 % des exportations totales de l'Algérie et entre 26 % et 30 % de son PIB. Ainsi, en raison de l'augmentation du prix du pétrole de 30

²⁶ Mme Harnache née Naha Fazia : « l'investissement étranger en Algérie dans le cadre de l'ordonnance n°01-03 du 20 août 2001 relative au développement de l'investissement », mémoire de master en droit des affaires, université de Perpignan, faculté de droit et sciences économiques, 2002, P.8 .

% depuis la fin de 2001, il n'est pas surprenant de voir l'énergie et les activités d'extraction se positionner comme moteur principal de l'économie algérienne.

La loi de 1991 sur les hydrocarbures a ouvert le secteur de l'investissement étranger dans la production. Par conséquent, pour la première fois depuis les nationalisations de 1971, la formule "d'association ou partage de la production" et partenariat a permis de drainer massivement des IED. Parallèlement, la société publique Sonatrach opéré une restructuration organique et industrielle visant la création de filiales majoritaires en amont et en aval au sein du groupe ainsi qu'une externalisation des activités périphériques et logistiques, ce qui a permis l'émergence d'un marché de fournitures de prestations de services et de travaux ouverts aux investisseurs étrangers.

Dans les mines les résultats ne sont pas en accord avec la réalité présente, c'est-à-dire par rapport aux potentialités de l'Algérie en ressources minières. Pour amener les investisseurs à s'intéresser à l'exploitation de ces ressources, l'Algérie a adopté le 3 juillet 2001 une nouvelle loi minière qui encourage l'investissement des nationaux et étrangère. deux textes d'application de la loi minière de juillet 2001 ont été publiés, l'un concernant les modalités et procédures d'attribution des titres minières et l'autre relatif à leur attribution.

–La réformement du secteur des hydrocarbures

Le gouvernement Algérien a initié une réforme de la législation sur les hydrocarbures. Un avant projet de la loi a été élaboré. Il a pour fondement la nouvelle politique énergétique destinée à faire face dans les meilleures conditions :

- Au processus de la globalisation accéléré de l'économie mondiale ;
- A la libéralisation des secteurs des hydrocarbures dans un marché concurrentiel ;
- Au financement du développement du potentiel énergétique sans intervention de l'Etat.

–Objet de la réforme en cours

Cet avant-projet de loi pour objet :

De définir le régime juridique des activités de recherche, d'exploitation, de transport par canalisation des hydrocarbures ;

De consacrer la libre concurrence en matière de raffinage, de transformation des hydrocarbures, de stockage, de distribution des produits pétroliers ainsi que des ouvrages permettant leur exercices ;

De définir les droits et obligations des personnes physiques et morale exerçant une ou plusieurs de ces activités ;

DE définir le cadre institutionnel régissant des activités.

2.3.1.3. Le secteur de télécommunication

Dans le secteur des télécommunications, les entreprises transnationales recherchent des marchés larges, inexploités et peu compétitifs. L'Algérie est donc un marché très propice, avec un monopole d'État sur le réseau de téléphonie fixe et autres services connexes. Le secteur a déjà été engagé qui renforcera les capacités de régulation dans les télécommunications et les services postaux et contribuera à développer la société de l'information.

–L'ouverture du marché des télécommunications

L'ouverture du secteur des télécommunications au capital privé, local et étranger a débuté en 2001. Cette ouverture ne laisse pas les opérateurs indifférents quant à avoir le plus de parts possibles dans ce marché juteux. Chaque opérateur engage les moyens adéquats pour faire face à cette concurrence prononcée et se maintenir sur le marché. A présent, la concurrence entre les opérateurs présents sur le marché national est déjà à son pic.

Dans cette perspective, l'Algérie s'est dotée d'une autorité de régulation, l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT). Cette institution est chargée de veiller :

- A la transparence et à garantir une concurrence loyale entre opérateurs ; au respect des aspects réglementaires et législatifs ;
- Au contrôle et à la tarification de toutes les transactions.
- Lever les contraintes administratives qui ont fait que le secteur tarde à se développer, à garantir des services de qualité, à diversifier la gamme des services financiers.
- A la transparence et à garantir une concurrence loyale entre opérateur ;

- Au respect des aspects réglementaire et législatifs ;
- Au contrôle et la tarification de toutes les transactions

2.3.2. Répartition des IDE par secteur d'activité en Maroc

La répartition des investissements dans le secteur des mines au cours de la période 2000-Mai 2013 montre que le pic du montant de 55390 Millions de Drh ,ce qui représente près de 45% du montant totale investi , avec 2218 emplois créés .Et pour les investissements dans le secteur de l'énergie ;ils sont évalué à un montant de l'ordre de 67210,03 millions de Drh. Soit près de 55% du montant total investi dans le secteur de l'énergie et des mines, avec la création de 1035 emplois²⁷.

Tableau n°6: Investissements par secteurs en millions de DH sur la période 2000-mai 2013

Secteur	Montant	Nombre d'emploiscrée
Energie	67210 .03	1053
Mines	55390	2218
Totale	122600.03	3253

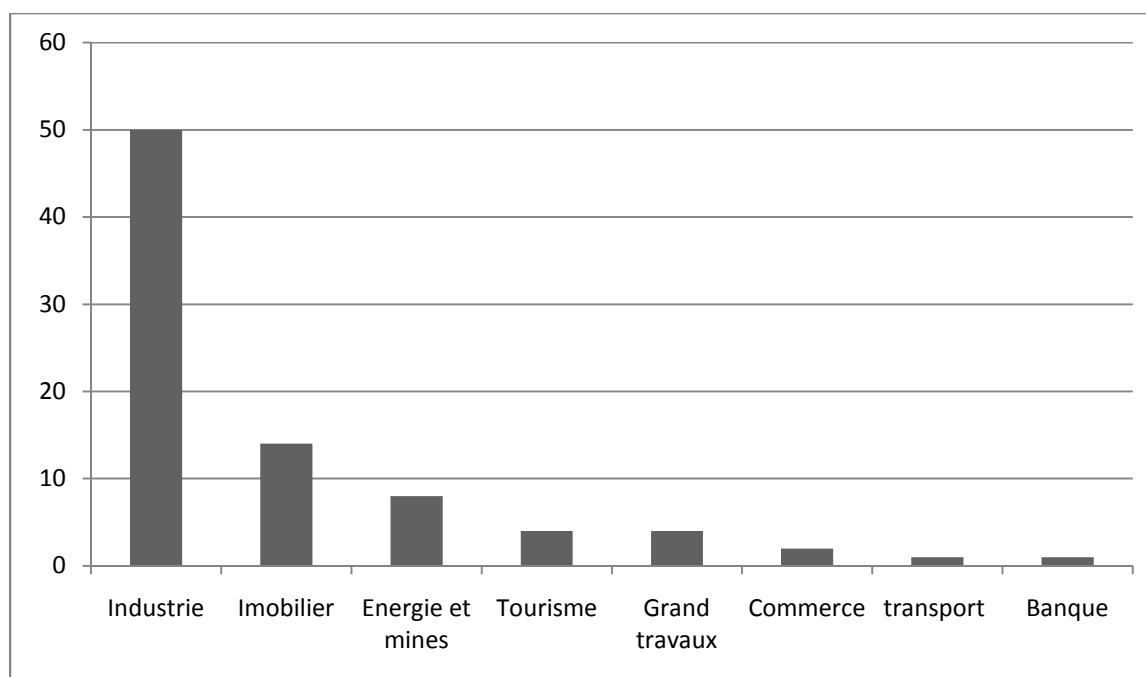
Source :DOP.

En outre, l'économie marocaine est ouverte au développement sur d'autres secteurs d'activités, notamment le secteur de l'industrie qui contribue à hauteur de 15,5% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 52,5% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013. Il emploie plus de 1,2 million de personnes soit 11,4% de la population active occupée. Ainsi les IDE sont concentrés essentiellement dans le secteur du bâtiment et travaux publics en estimation de 14%.

Le Gouvernement Marocain poursuit la mise en œuvre de la Vision 2020 visant à doter leurs pays d'une offre touristique solide, diversifiée et équilibrée à même de faire ce secteur l'un des moteurs du développement économique, social et culturel. Et sur le volet de l'investissement le secteur tourisme a connu une dynamique importante avec des flux touristiques en progressions constante 4 ,0%.

²⁷ Royaume du Maroc, bilan des investissements dans le secteur de l'énergie et des mines septembre 2013.

Figure n°4 : La représentation graphique de secteur investis au Maroc en 2013.



Source : réalisé par nous- même partir de nous les données de tableau ci-dessus.

2.3.3. Répartitions des IDE par secteur d'activité en Tunisie

En Tunisie, les investissements directs étrangers sont notablement renforcés par l'investissement dans des opérations d'exploitation pétrolière (309 millions en 2002). Après la révision la loi régissant les opérations de prospection sur les hydrocarbures. Ainsi que dans la branche de minerai non métallique, des engins électriques et électroniques et débins alimentaires. Le secteur touristique (a fondation des chaînes hôtelière) draine 15 millions de dollars américains .Sans oublié le secteur de télécommunication qui a connu une évolution remarquable qui est du grâce à la réalisation de dévers projets a la faveur de secteur.

Grace à ses différents avantages (proximité de l'Europe, main d'œuvre qualifiée et compétitive, francophonie, et fiscalité privilégiée), la Tunisie, constitue un site attractif pour les investisseurs étrangers et notamment français.²⁸ Elle se caractérise par une taille de marché modeste qui compte 10.4 millions de consommateurs qui ont dot d'un pouvoir d'achat élevé.

²⁸ ambassade de France en Tunisie mission économique : « IDE en Tunisie et présence en 2005 », fiche de synthèse le 03/06/2006.

Tableau n°7 : Analyse sectorielle des flux des IDE au cours de 2013

Decembre							
Unité :MTND	2010	2011	2012	2013	2012	2011	2010
Energie	1317,1	1063 ,4	886,0	1077,4	21,6%	1,3%	-18,2%
industrie	573 ,6	330 ,6	531,6	508,2	-4,5%	53,7%	-11 ,4%
Services	271,5	219 ,6	1081,8	217,9	-79,9%	-0,8%	-19,8%
Agriculture	2,8	2 ,3	4,6	11,5	149,1%	398, 3%	309 ,3%
Totale IDE	2165,0	1615,9	2504,0	1815,0	-27 ,5%	12,3%	-16,2%

Source : Rapport des IDE 2013 et perspectives-FIPA juin 2014.

NB : Les services englobent le tourisme et le secteur financier

Le tableau affiche que le secteur des énergies reprend son rythme d'investissement normal tout en affichant une évolution de 21 ,6% par rapport à 2012. Malgré cette évolution, le volume global des IDE est en baisse.

Bien que le secteur manufacturier a baissé par rapport à 2012, son niveau reste toujours encourageant avec une dimension de 4 ,5% par rapport à 2012 et une hausse de 53,7% par rapport à 2011.

N'aillons pas connu d'opération de privatisation ou de fusion, les services sont en baisse considérables de près de 80% par rapport à 2012. Cependant en ne tenant pas compte des opérations ponctuelles d'acquisitions privatisations, cette baisse n'est que de 10%.²⁹

Conclusion

En guise de conclusion, on constate que les entrées des IDE dans les pays maghrébins ont suscité un vif intérêt du fait qu'ils jouent un rôle important dans la croissance économique et dans la modernisation des économies. Et cela a travers le processus de libéralisation et l'ouverture économique d'aujourd'hui, les économies des trois pays (M /A /T) devrait favoriser l'affluence de leur politique économique, et exhorté leur transition vers un système d'économie de marché.

²⁹ Rapport des IDE 2013 et perspectives 2104-FIPA-tunisia juin 2014, P.18.

Après avoir vu les différentes réformes adoptées par ces trois pays maghrébins afin de réaliser leurs équilibre macroéconomique et de viser un climat d'affaire harmonieux, il nous tient à faire l'estimation de croissance économique de ces trois pays avec l'usage d'un modèle économétrique Panel.

Rapport-Gratuit.com

Chapitre III : Etude d'impacte des IDE sur la croissance économique

Introduction

Ce chapitre fournit une étude l'économétrie des données de panel qui s'appuie sur un modèle d'estimation des variables, leurs sources et la méthodologie à suivre. Afin de prendre en compte les phénomènes de croissance et en procurant des informations sur le dynamisme des trois pays Maghrébins qui sont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie

Dans ce présent chapitre, la premier section sera consacré a la présentation du model panel et les testes préliminaires (les teste d'homogénéité et de spécification), la seconde section présentera les variables et leurs origines et on termine par les résultats des différents testes et l'interprétation des modèles estimés.

Section 1. Vue d'ensemble sur l'économétrie des données de panel

Le données de panels (ou données longitudinales) sont représentatives d'une double dimension : individuelle et temporelle. Un panel équilibré (*balanced panel*) a le même nombre d'observation pour tous les individus, un panel déséquilibré (*unbalanced panel*) est un panel où il manque des observations pour certains individus³⁰.

1.1. La méthode SUR

La méthode SUR, (Seemingly Unrelated Regressions) de Zellner [1962] est utilisée lorsque les erreurs des équations individuelles sont corrélées : la covariance individuelle $Cov(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{jt}) = \sigma_{ij}^2 \neq 0$ pour $i \neq j$. Les individus sont alors interdépendants. Cette méthode consiste à appliquer les MCG : $(X'\Omega^{-1}X)^{-1}(X'\Omega^{-1}Y)$

$$\text{Avec : } = \begin{pmatrix} \sigma_1^2 I & \sigma_{12} I & \cdots & \sigma_{1N} I \\ \sigma_{21} I & \sigma_2^2 I & \cdots & \sigma_{2N} I \\ \cdots & \cdots & \cdots & \cdots \\ \sigma_{1N} I & \sigma_{2N} I & \cdots & \sigma_N^2 I \end{pmatrix}, \text{ chaque élément } \sigma_{ij} I \text{ étant de dimension (T,T).}$$

Pratiquement, la procédure est la suivante :

- Estimation par les MCO des N équations individuelles.

³⁰ Bourbonnais « économétrie manuel et exercice » 8eme édition DUNOD.2011.

- Calcul des N résidus e_{it}
- Calcul des $\widehat{\sigma}_i^2 = \sum_{t=1}^T e_{it}^2 / T$ et $\widehat{\sigma}_{ij} = \sum_{t=1}^T e_{it} e_{jt} / T$
- Application des MCG : $\widehat{a}_{SUR} = (X' \widehat{\Omega}^{-1} X)^{-1} (X' \widehat{\Omega}^{-1} Y)$

La méthode d'estimation SUR présente l'avantage de prendre en compte l'hétérogénéité individuelle par l'intégration de la dépendance entre les individus mais présente l'inconvénient – surtout si le nombre d'observation temporelles T est faible – d'un grand nombre de paramètres à estimer : $N \times (k + 1)$ coefficients et $N \times (k + 1)/2$ éléments de la matrice Ω .

Les modèles à effets individuels fixes ou aléatoires permettent de trouver un compromis entre le nombre de paramètres à estimer et l'intégration de l'hétérogénéité individuelle.

1.2. Le modèle linéaire simple

Le modèle en données de panel peut s'écrire pour N individus ($i = 1, \dots, N$) et T observations temporelles ($t = 1, \dots, T$), soit $n = N \times T$ observations totales, de la manière suivante :

$$y_{it} = a_{0i} + a_i' x_{it} + \varepsilon_{it}$$

y_{it} = variable endogène observée pour l'individu i à la période t ,

x_{it} = vecteur des k variables exogènes $x_{it}' = (x_{1it}, x_{2it}, \dots, x_{kit})$;

x_{kit} est donc la valeur de la k^e variable exogène pour l'individu i à l'instant t

a_{0i} = terme constant pour l'individu i

a_i' = vecteur des k coefficients des k variables exogènes $a_i' = (a_{1i}, a_{2i}, \dots, a_{ki})$

ε_{it} = terme d'erreur

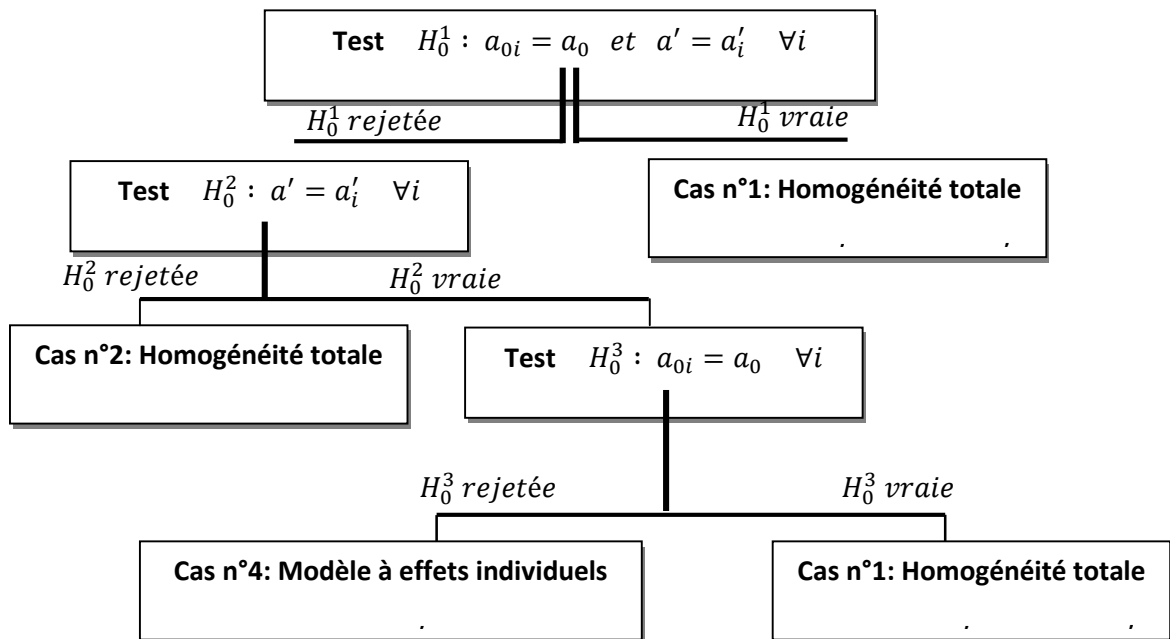
A partir de cette spécification générale nous pouvons envisager quatre possibilités.

Homogénéité totale : les constantes a_i' sont tous identiques pour tous les individus, nous avons $a_{0i} = a_0$ et $a_i' = a_i'$ pour toutes les valeurs de i .

1.3. Les tests d'homogénéité

1.3.1. Procédures séquentielle de tests

Le choix de la spécification (homogénéité, hétérogénéité) est donc très important. Afin de déterminer la structure du panel, Hsiao (1986) propose une procédure séquentielle de tests permettant de définir le cas dans lequel nous nous situons.



1.3.2. Construction des tests :

Les tests d'hypothèse sont construits à partir des statistiques de Fisher (test de Wald de restrictions sur les coefficients).

1. Test $H_0^1 : a_{0i} = a_0 \text{ et } a' = a'_i \quad \forall i$

Ce test d'hypothèses jointes se ramène à un test Fisher dont la statistique est donnée par :

$$F_1 = \frac{(SCR_{c1} - SCR)/N - 1)(k + 1)}{SCR/(N \times T(k + 1))}$$

SCR_{c1} = Somme des carrés des résidus du modèle contraint sous hypothèse H_0^1 , soit à estimer par les MCO le modèle en empilant toutes les observations. Le degré de liberté est égal à : $(N \times T = \text{nombre total d'observations}) - (k+1 = \text{nombre de coefficients à estimer})$.

SCR = somme des carrés des résidus du modèle contraint, elle est égale à la somme des N sommes des carrés des résidus des modèles estimés sur les T observations de chaque équation individuelle, soit $SCR = \sum_{i=1}^N SCR_i$. Le degré de liberté est donc la somme des N degrés de liberté de chaque équation estimée, soit : $ddl = \sum_{i=1}^N (T - (k + 1)) = N \times T - (n(k + 1))$.

Le degré de liberté du numérateur est donc égal à la différence des degrés de liberté de SCR_{c1} et SCR :

$$dll = [(N \times T) - (k + 1)] - [(N \times T) - N(k + 1)] = (N - 1)(k + 1)$$

La statistique F_1 est à comparer à la valeur lue dans la table de Fisher aux degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F_1 > F_{ddl;ddl}^\alpha$, nous rejetons l'hypothèse H_0^1 au seuil α .

2. **Test H_0^2 :** $a' = a'_i \forall i$

Ce test d'hypothèses jointes se ramène au test de Fisher dont la statistique est donnée par :

$$F_2 = \frac{(SCR_{c2} - SCR)/N - 1)(k + 1)}{SCR/(N \times T(k + 1))}$$

SCR_{c2} = somme des carrés des résidus du modèle contraint sous l'hypothèse H_0^2 , soit à estimer le modèle à effets fixes individuels. Le degré de liberté est égal à $(N \times T = \text{Nombre d'observations}) - (k + N = \text{nombre de coefficients à estimer})$, nous estimons k coefficients et N termes constants.

SCR = somme des carrés des résidus du modèle non contraint. Le degré de liberté du numérateur est donc égal à :

$$ddln = [(N \times T) - (k + N)] - [(N \times T) - N(k + 1)] = (N - 1) \times k$$

La statistique F_2 est à comparer à la valeur lue dans la table de Fisher aux degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F_2 > F_{ddln;ddl}^\alpha$, nous rejetons l'hypothèse H_0^2 au seuil α .

3. **Test H_0^3 :** $a_{0i} = a_0 \forall i$

Ce test d'hypothèse jointes se ramène au test de Fisher dont la statistique est donnée par :

$$F_3 = \frac{(SCR_{c1} - SCR_{c2})/N - 1)}{SCR_{c2}/(N \times (T - 1) - k)}$$

SCR_{c2} = somme des carrés des résidus du modèle contraint sous l'hypothèse H_0^3

SCR_{c1} = somme des carrés des résidus du modèle contraint sous l'hypothèse H_0^1 . Le degré de liberté du numérateur est donc égal à :

$$ddl_n = [(N \times T) - (k + 1)] - [(N \times T) - (k + N)] = N - 1$$

La statistique F_3 est à comparer à la valeur lue dans la table de Fisher aux degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F_3 > F_{ddl_n, ddl_d}^3$, nous rejetons l'hypothèse H_0^3 au seuil de α .

1.4. Spécification et estimations des modèles à effets individuels

Les modèles à effets individuels supposent que les modèles estimés ne diffèrent pas individu que par la valeur de la constante $a_{0i} = a_0 + a_i$. Nous allons distinguer deux cas : les modèles à effets fixes (l'effet individuel est constant au cours du temps) et les modèles à effets aléatoires (le terme constant est une variable aléatoire).

Les modèles à effets individuels peuvent être transposés au modèle à effets temporels, la constante s'écrit alors $a_{0t} = a_0 + a_t$

1.4.1. Le modèle à effets fixes individuels

Le modèle en données de panel à effets fixes individuels peut s'écrire de la manière suivante :

$$y_{it} = a_{0i} + a'x_{it} + \varepsilon_{it}$$

y_{it} = variable endogène observée pour l'individu i à la période t .

x_{it} = vecteur des k variables exogènes $x'_{it} = (x_{1it}, x_{2it}, \dots, x_{kit})$; x_{kit} est donc la valeur observée pour le $k - i^e$ variable exogène pour l'individu i à l'instant t ,

a_{0i} = terme constant pour l'individu i ,

a' = vecteur des k coefficients des k variables exogènes, $a' = (a_1, a_2, \dots, a_k)$,

ε_{it} = terme de l'erreur.

La méthode d'estimation des paramètres va dépendre de la structure des termes d'erreurs :

Si les erreurs sont homoscedastiques, non autocorrélées dans la dimension temporelle $Cov(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it'}) \neq 0$ pour $t \neq t'$ et dans la dimension individuelle $Cov(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it'}) =$

0 pour $t \neq j$: méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) sur les variables indicatrices (en anglais LSVD = Least Square Dummy Variable) ou sur les estimateurs *Within*.

Si les erreurs sont hétéroscédastiques et/ou autocorrélées dans la dimension temporelle mais indépendantes dans la dimension individuelle : méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG) sur les variables indicatrices (LSDV) ou sur les estimateurs *Withing*

a. Estimateur LSDV

L'estimateur LSDV consiste à appliquer la méthode des MCO sur le modèle avec variables indicatrices spécifiques pour chacun des N individus. Nous construisons donc N variables indicatrices tel que : $D_i = 1$ pour l'individu i et 0 pour les autres.

Le modèle s'écrit : $y_{it} + a_0 + a_{01}D_1 + a_{02}D_2 + \dots + a_{0N}D_N + a'x_{it} + \varepsilon_{it}$

Pratiquement, nous estimons le modèle sans la constante a_0 : $y_{it} = a_1D_1 + a_2D_2 + \dots + a_ND_N + a'x_{it} + \varepsilon_{it}$ par les MCO ou les MCG si les erreurs sont hétéroscédastiques ou/et autocorrélées.

Nous pouvons ensuite calculer les coefficients $a_{01} = a_0 + a_i$ du modèle initial, la valeur de la constante a_0 étant égale à la moyenne des coefficients a_i estimés.

b. Estimateurs Within

L'estimateur Within (estimateur intra-individuel) consiste à centrer préalablement toutes les variables à expliquer et explicatives sur leurs moyennes individuelles et à appliquer la méthode des MCO (ou MCG si les erreurs sont hétéroscédastiques ou autocorrélées) sur le modèle ainsi transformé :

$$(y_{it} - \bar{y}_i) = a'(x_{it} - \bar{x}_i) + \varepsilon_{it} \text{ pour } i = 1, \dots, N \text{ et } t = 1, \dots, T$$

Après l'estimation des coefficients a' les coefficients fixes individuels a_{0i} s'obtiennent par les relations : $\hat{a}_{01} = \bar{y}_1 - \hat{a}'\bar{x}_1$; $\hat{a}_{02} = \bar{y}_2 - \hat{a}'\bar{x}_2$; $\hat{a}_{0N} = \bar{y}_N - \hat{a}'\bar{x}_N$.

Nous calculons ensuite les coefficients $a_{0i} = a_0 + a_i$ du modèle initial comme précédemment.

Cette méthode d'estimation conduit exactement aux mêmes résultats que la méthode LSDV

1.4.2. Modèle à effets aléatoires

a. Présentation du modèle à effets aléatoires

Le modèle à effets aléatoires suppose que la relation entre la variable à expliquer et les variables explicatives ne soit plus fixe mais aléatoire, l'effet individuel n'est plus un paramètre fixe a_{0i} mais une variable aléatoire.

Le terme d'erreur se décompose de la manière suivante : $\varepsilon_{it} = a_{0i} + \lambda_t + v_{it}$ d'où le nom donné aussi à ce type de modèle : modèle à erreur composée (error components model).

Les a_{0i} représente les effets individuels aléatoires, la variable aléatoire λ_t représente les effets temporels identiques pour tous les individus et enfin v_{it} est un terme d'erreur qui est orthogonal aux effets individuels et temporels.

En outre, nous faisons les hypothèses suivantes concernant les variables aléatoires ε_{it} , λ_t , v_{it} : espérance nulle, homoscélasticités, indépendance temporelle et orthogonalité entre les trois composantes.

Dans le cas simple où l'effet temporel n'existe pas ($\lambda_t = 0$), le modèle à effets aléatoires individuels s'écrit alors : $y_{it} = a_0 + a_{0i} + a'x_{it} + \varepsilon_{it}$ avec $\varepsilon_{it} = a_{0i} + v_{it}$.

Ou encore $y_{it} = a_0 + a_{0i} + a'x_{it} + v_{it}$. Le coefficient a_0 est un coefficient fixe identique pour tous les individus.

b. Estimation du modèle à effets aléatoires

La méthode d'estimation adéquate est celle des MCG car la composante aléatoire a_{0i} est présente dans ε_{it} et $\varepsilon_{it'}$, d'où $Cov(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it'}) \neq 0$. Nous avons une autocorrélation des erreurs (cf Svestre 2002).

On démontre que l'estimateur des MCG se ramène à une moyenne pondérée des estimateurs *Within* et *Between*. L'estimateur *Between* (estimateur inter-individuel noté \hat{a}_{Bet}) est l'estimateur des MCO appliqué sur le modèle dont les données sont les N moyennes individuelles des variables à expliquer et explicatives :

$$\bar{y}_i = a_0 + a_{0i} + a'\bar{x}_i + v_{it} \text{ pour } i = 1, \dots, N$$

L'estimateur des MCG est donné par : $\hat{a}_{MCG} = \Delta\hat{a}_{Bet} + (1 - \Delta)\hat{a}_{LSDV}$

La valeur des poids Δ , une matrice de dimension (k,k) , est inversement proportionnelle à la matrice des covariances de \hat{a}_{Bet} .

L'introduction d'effets individuels aléatoires permet donc de combiner une spécification intermédiaire entre le modèle sans effet individuel et le modèle avec effet fixes. La structure du panel n'est ni totalement homogène, ni totalement hétérogène.

1.4.3. Effets fixes ou effets aléatoires ? Le Test d'Hausman

Le teste d'Hausman est un test de spécification qui permet de déterminer si les coefficients des deux estimations (fixes et aléatoires) sont statistiquement différents.

Sous l'hypothèse nulle H_0 d'orthogonalité entre les variables explicatives et le terme d'erreur du modèle à effets aléatoires, les deux estimateurs –Within et MCG – sont des estimateurs non biaisés et dans ce cas il ne doit pas y avoir de différence significative entre les estimations Within et MCG des différents coefficients. La méthode des MCG est alors retenue : le modèle est à effets aléatoires.

Soit le test d'hypothèses :

$H_0 : \hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG} = 0 \rightarrow$ Le modèle est à effets aléatoires

$H_1 : \hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG} \neq 0 \rightarrow$ Le modèle est à effets fixes

Nous calculons la statistique :

$$H = (\hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG})' [Var(\hat{a}_{LSDV}) - Var(\hat{a}_{MCG})]^{-1} (\hat{a}_{LSDV} - \hat{a}_{MCG})$$

La statistique H est distribuée selon un chi-deux à k degré de liberté. Si $H > \chi^2(k)$ pour un seuil de $\alpha\%$ fixé, nous rejetons l'hypothèse H_0 , l'estimateur LSDV (*Within*) est non biaisé, nous rejetons alors la spécification à effets aléatoires et nous choisissons un modèle à effets fixes individuels.

Section : 2. Modélisation en panel de l'impact des IDE sur la croissance économique dans les pays du Maghreb

Cette étude est effectuée à partir des données annuelles (en dollar des Etats-Unis) sur la période de 1976 à 2014 et concerne évidemment les trois pays du Maghreb à savoir, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Le choix de la période est conditionné tout simplement par la disponibilité des informations statistiques tirées de la base de données de la Banque Mondiale et ce afin d'harmoniser les unités de mesures et éviter ainsi de travailler sur des données biaisées (Annexe n° 1). Pour convenance, nous avons choisis d'utiliser un modèle réduit à trois pays et cinq variables. Il serait, en outre, plus judicieux d'utiliser un modèle de double moindres carrés ordinaires avec plusieurs autres variables pour capter l'ensemble des effets que peuvent exercer les IDE sur la composante de la croissance économiques et pouvoir quantifier surtout les effets spillovers.

La littérature économique offre une multitude de modèles économétriques avec différents dosages de variables et d'instruments de mesures. Les résultats escomptés à travers ces modèles dépendent, dans une large mesure, des hypothèses et du type de données utilisées. Ainsi, dans notre cas d'étude, nous nous inspirons du modèle proposé par ALAY et que nous adaptons à travers les variables suivantes : le PIB par habitant, le stock d'IDE rapporté au PIB, la formation brute du capital fixe rapportée au PIB, les exportations par rapport au PIB et le taux de scolarisation au secondaire.

2.1. Analyse des variables macroéconomiques

Avant de passer à l'estimation et l'étude des caractéristiques statistiques du modèle, nous effectuerons en premier lieu une analyse descriptive des données utilisées.

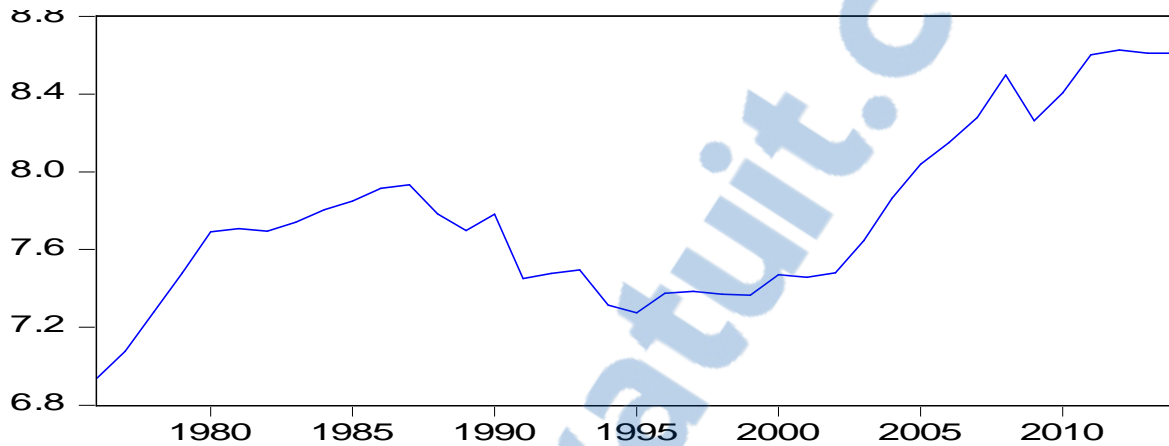
2.1.1. Le choix des variables :

Comme nous l'avons déjà mentionné précédemment, les variables utilisées dans ce modèle essayent de répondre à la problématique de la contribution des IDE à la croissance économique des trois pays de Maghreb, à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Les variables choisies sont comme suit :

- a. Le PIB/Habitant : (LNCR) :** la variable endogène de notre modèle est le PIB/tête. L'évolution positive ou négative soient-elle de cette dernière nous permettra de mieux mesurer l'effet sur la répartition de la richesse. Toutefois, plusieurs économètres utilisent

seulement le PIB comme variable de mesure du taux de croissance sans se demander si cela affectera sa répartition. Dans notre cas, et afin de capter au maximum l'effet de variation, nous avons appliqué le logarithme.

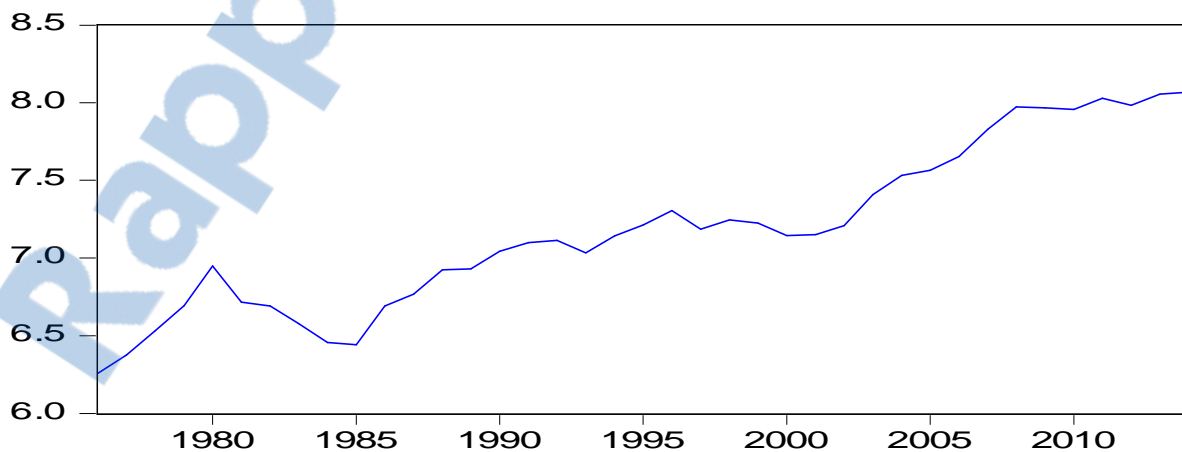
Figure : n°05. Evolution du PIB/Tête de l'Algérie (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

La lecture de la figure n°05 nous renseigne de l'évolution du taux de croissance du PIB/Tête en Algérie. Deux périodes sont à retenir dans ce graphe. La première est celle qui amorce la décroissance à partir de 1986, date du contre-choc pétrolier et le deuxième celle où il enregistre une croissance à partir du boom pétrolier des années 2000 et qui se stabilise à partir de 2010.

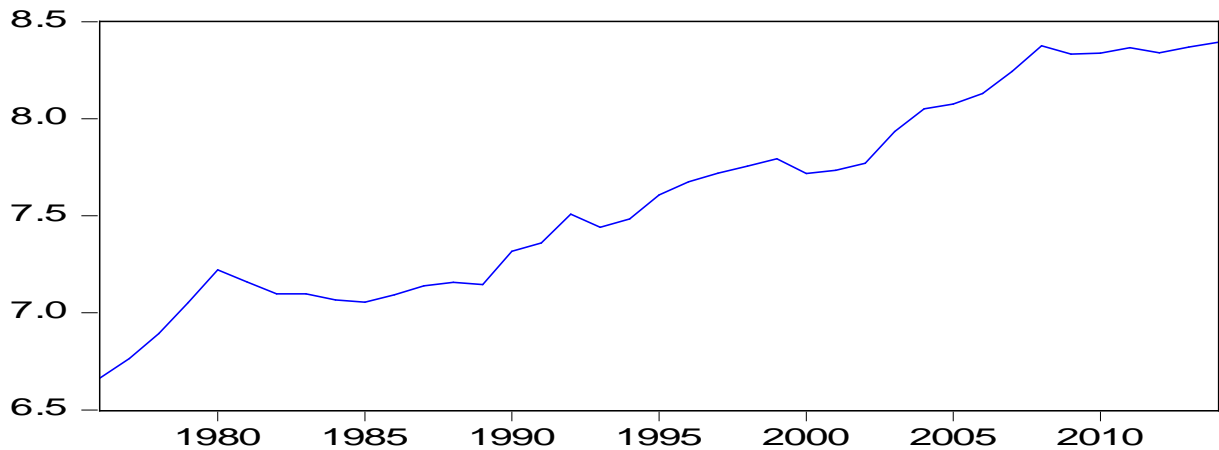
Figure : n°06 Evolution du PIB/Tête du Maroc (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Le taux de croissance du PIB/Tête du Maroc connaît dans son ensemble une croissance continue exception faite pour la période de 1980 à 1985 où il a connu une décroissance et une relative stabilisation à la fin des années 1990.

Figure : n°07 Evolution du PIB/Tête du Tunisie (1976-2014)

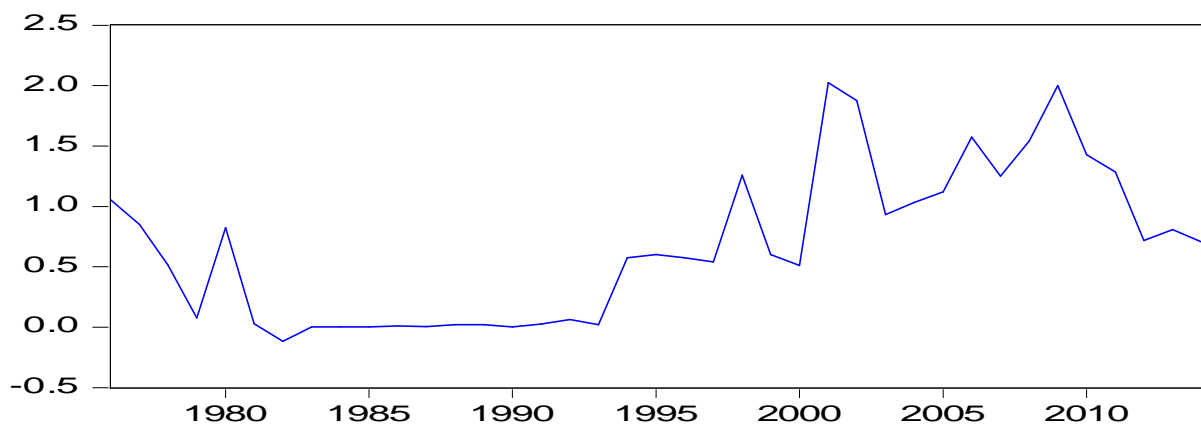


Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Le même constat de dégage pour le cas de la Tunisie, où le taux de croissance du PIB/Tête connaît une relative croissance excepté une période de stabilisation durant les deux décennies de 1980 et 1990.

b. le stock d'IDE rapporté au PIB : (IDE) : cette deuxième variable (exogène) utilisé dans le modèle implique le stock d'IDE par rapport au PIB. En d'autres termes il s'agit de la mesuré le degré d'intégration des IDE dans le PIB da chaque pays.

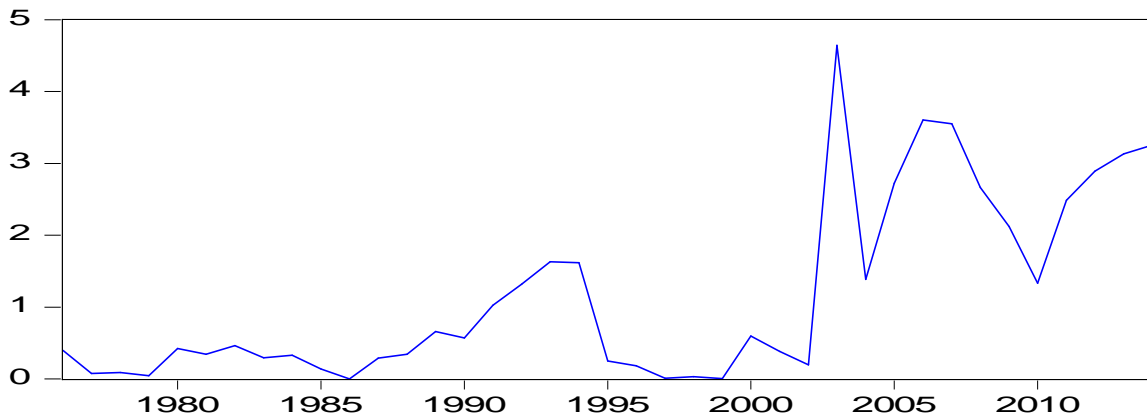
Figure : n°08 Stock d'IDE/PIB en l'Algérie (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

La figure numéro 08 nous montre une période d'absence d'IDE à partir des années 1980 jusqu'à pratiquement la fin des années 1990. A partir des années 2000, le stock d'IDE en Algérie a connu une importante évolution allant jusqu'à atteindre 2% en 2002.

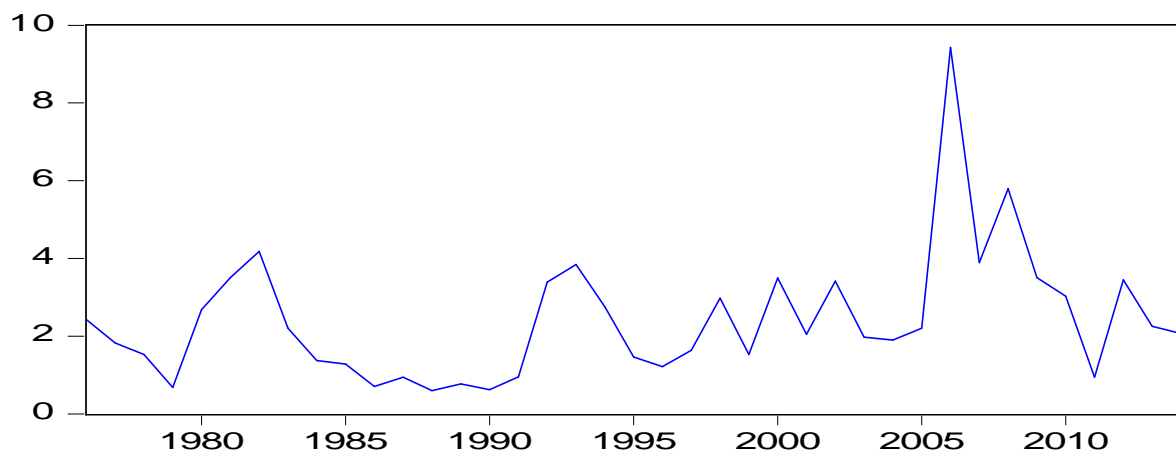
Figure : n°09 Stock d'IDE/PIB au Maroc (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

L'évolution des IDE au Maroc est beaucoup plus instable qu'en Algérie. Le taux des IDE/PIB n'a pas dépassé le 1% jusqu'au début des années 1990. Par contre il a connu un bond gigantesque en 2003 pour atteindre presque 5%.

Figure : n°10 Stock d'IDE/PIB en Tunisie (1976-2014)

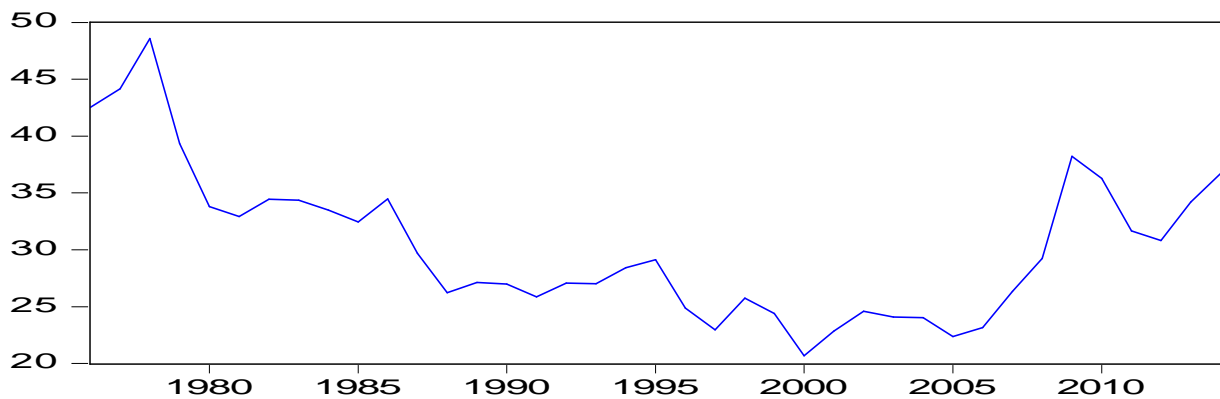


Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

La Tunisie a connu un afflux en dent de scie. Ce qui retient l'attention de l'étude des IDE par rapport au PIB est le taux élevé que présente cette variable et sa rapide décroissance. En effet elle atteint 4% en 1982 et presque 10% en 2006 pour ensuite dégringoler à moins de 1% en 2011. Celle nous renseigne bien sur sa volatilité.

- c. **la formation brute du capital fixe rapportée au PIB : (ID):** La définition de La formation brute de capital fixe (FBCF) est l'ensemble des acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. Cet agrégat rapporté au PIB mesure le taux d'investissement.

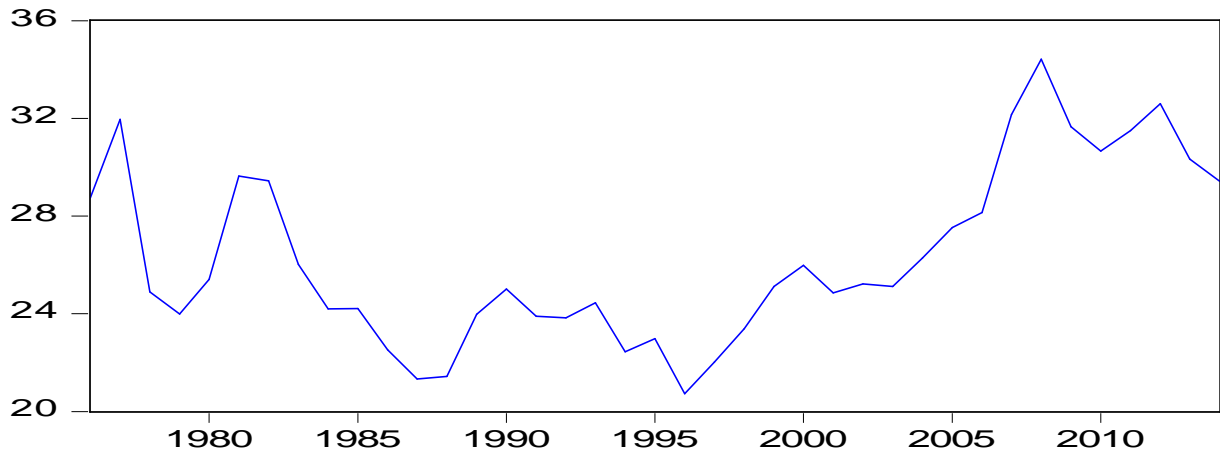
Figure : n°11 FBCF/PIB en Algérie (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Comme le montre la figure n°11 le taux de la FBCF/PIB en Algérie a connu une décroissance vertigineuse depuis la fin des années 1970. Ce constat coïncide bien évidemment avec la fin de l'air des industries industrialisant où les taux d'investissement ont atteint des taux de 61%. Le taux de FBCF/PIB a commencé à augmenter à partir des années 2005 avec les différents plans de la relance de la croissance économiques et la politique budgétaire expansionniste adopté par l'Etat algérien.

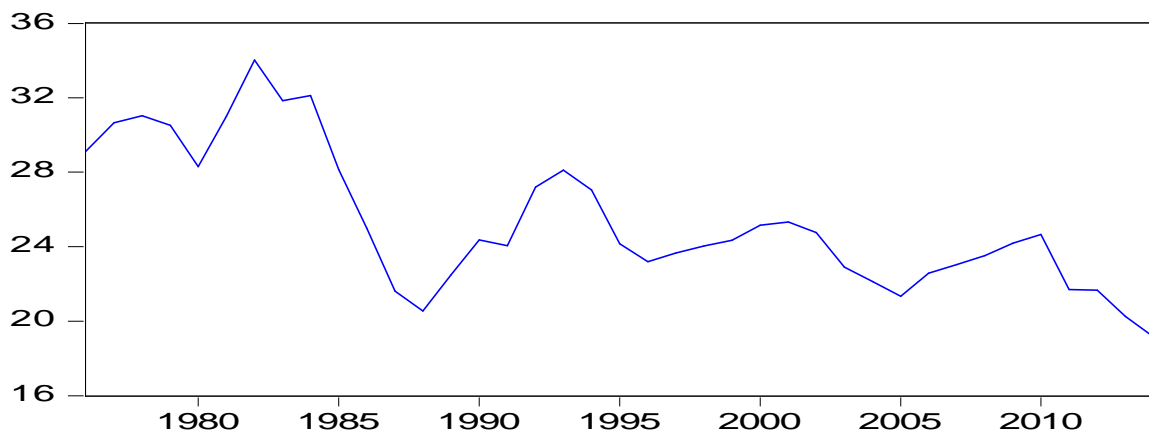
Figure : n°12 FBCF/PIB au Maroc (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Le taux de la FBCF/PIB au Maroc marque des périodes bien distinctes. Le fléchissement de ce taux est bien marqué pendant la fin des années 1970 et 1980. En revanche, il a connu une ascension remarquable à partir du milieu des années 1990 pour atteindre un taux de « % en 2007.

Figure : n°13 FBCF/PIB en Tunisie (1976-2014)

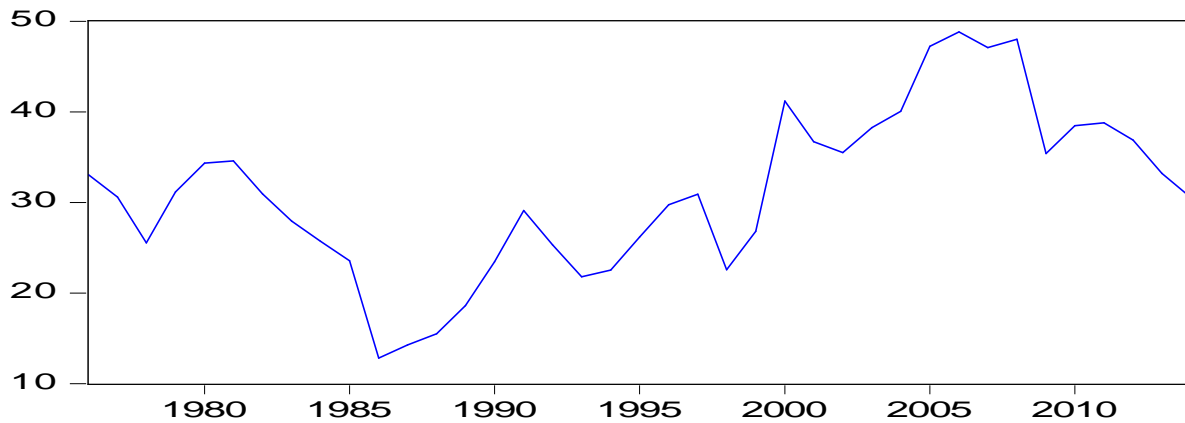


Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Le taux de FBCF/PIB en Tunisie marque une relative stabilisation, à long terme, par rapport aux deux autres pays maghrébin. Il a atteint 34% en 1982 avant de descendre jusqu'à 20% en 1988. A partir des années 1990, ce taux oscille entre 19% et 25%.

d. Les exportations par rapport au PIB : (EXP01) : cette variable nous permet d'indiquer le montant des PIB destiné aux exportations.

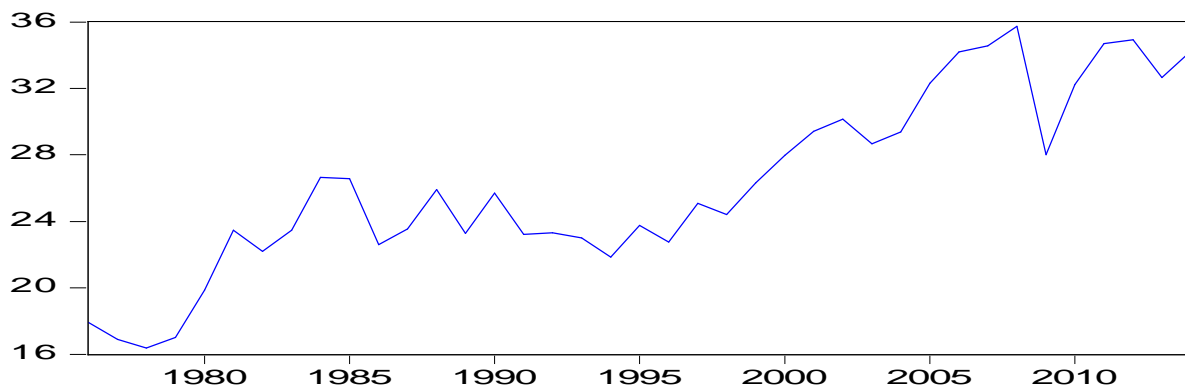
Figure : n°14 Exportations/PIB de l'Algérie (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

L'évolution des exportations par rapport au PIB est plus fluctuante en Algérie que dans le reste des pays du Maghreb. On remarque encore une fois le déclin de cette variable après le contre choc pétrolier de 1986 et la chute des exportations d'hydrocarbure, conjuguée à l'époque avec la dévaluation du dollar américain.

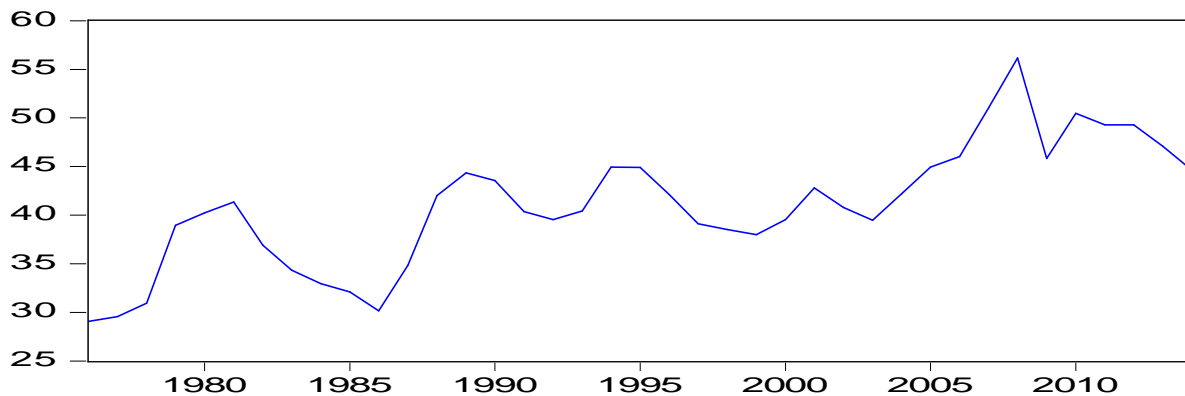
Figure : n°15 Exportations/PIB au Maroc (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Les exportations marocaines ont connu une évolution remarquable depuis le milieu des années 1990 et après la mise en œuvre des accords d'association avec l'Union Européenne.

Figure : n°16 Exportations/PIB de la Tunisie (1976-2014)

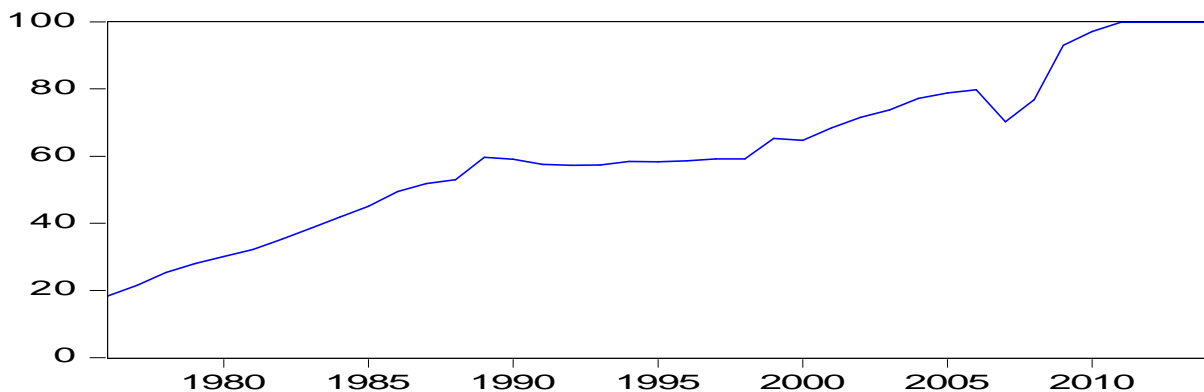


Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

La courbe de l'évolution des exportations par rapport au PIB et semblable à celle de l'Algérie, les exportations ont connu un déclin dans les 80, l'évolution commence à partir 1986 jusqu'à 2009, depuis cette année, les exportations ont baissé à cause de la crise économique et la situation politique du pays .

e. Le taux de scolarisation au secondaire (CH): nous avons adapté cette variable pour mesurer le capital humain dans les trois pays du Maghreb. En l'absence de variable qui quantifie le capital humain, nous avons jugé utile d'utiliser le taux de scolarisation au secondaire car les agents sont considérés aptes à offrir une main d'œuvre qualifiée. Il faut admettre cependant que les niveaux de scolarisation constituent un indicateur à utiliser avec prudence : ce sont les seules données permettant des comparaisons internationales mais elles fournissent néanmoins une mesure approximative des niveaux d'éducation.

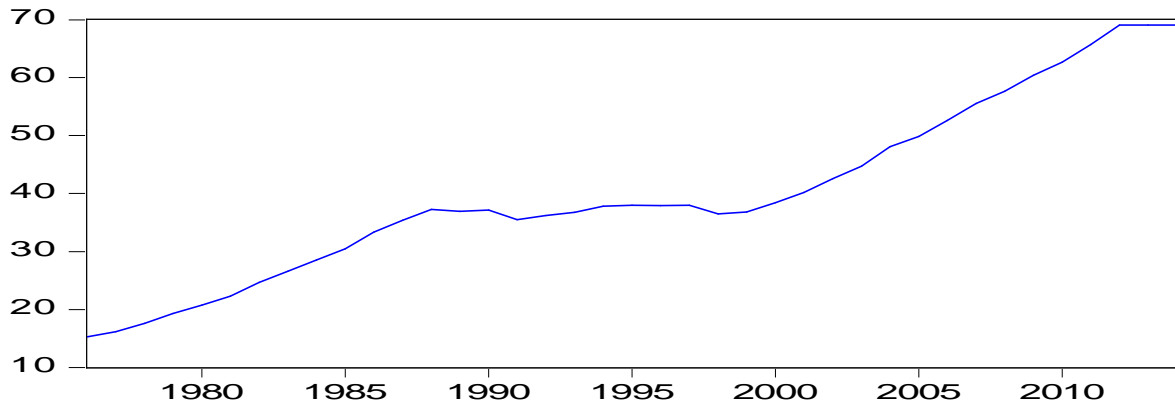
Figure : n°17 Taux de scolarisation au secondaire en Algérie (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

L'Algérie enregistre le taux de scolarisation le plus élevé parmi les trois pays du Maghreb. Ce taux a atteint 100% à partir des années 2011. Il a connu un taux croissance presque soutenus depuis 1976 sauf pour 2007 et 2008.

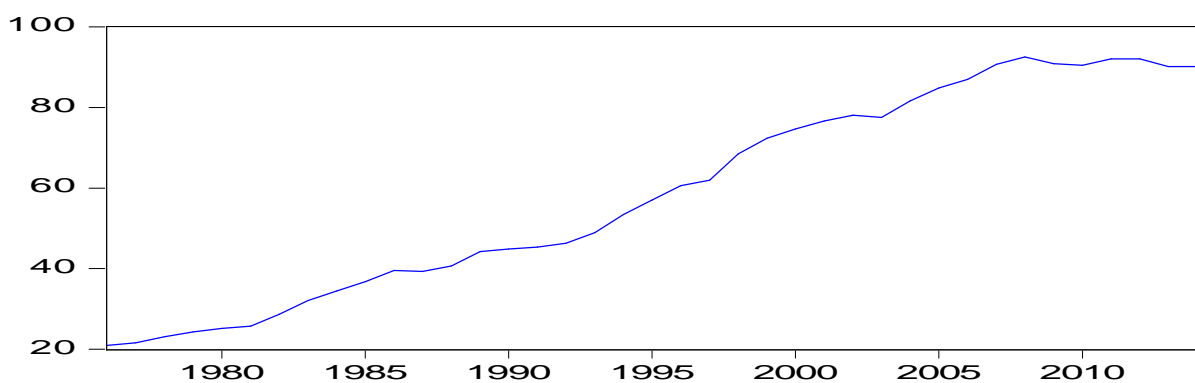
Figure : n°18 Taux de scolarisation au secondaire au Maroc (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Le cas du Maroc est un peu particulier. Ce pays a atteint un taux de scolarisation au secondaire de 70% à partir de 2012. Ce taux est relativement bas par rapport à la moyenne des trois pays du Maghreb. Cependant, le constat de l'éducation est connu au Maroc où les populations des zones très reculées du Rif ont de très grandes difficultés à accéder aux écoles vu l'éloignement de ces dernières et la réticence de ces populations.

Figure : n°19 Taux de scolarisation au secondaire en Tunisie (1976-2014)



Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

Malgré les efforts colossaux du gouvernement et une population peu nombreuse, le taux de scolarisation au secondaire à la Tunisie n'enregistre que 90% en 2014. Ce taux a d'ailleurs connu une relative stabilisation depuis 2007.

2.1.2. Analyse de la matrice de corrélation :

Nous allons tout d'abord présenter la matrice de corrélation pour toutes les variables sélectionnées, suivie d'un tableau présentant les statistiques descriptives de ces variables.

Tableau : n°08 Matrice de corrélation des variables sélectionnées

	LNCR	IDE	EXP01	CH	ID
LNCR	1	0.36	0.57	0.88	0.05
IDE	0.36	1	0.58	0.38	-0.07
EXP01	0.57	0.58	1	0.60	-0.19
CH	0.88	0.38	0.60	1	-0.20
ID	0.05	-0.07	-0.19	-0.20	1

Source : réalisé sous eviews 7.

D'après le tableau n°09 nous constatons qu'il y a corrélation positive entre le taux de croissance du PIB par tête et le taux de scolarisation secondaire. C'est-à-dire qu'elles évoluent dans le même sens. Par contre la corrélation entre les différents variable est faible ou moyenne elle ne dépasser pas le taux de 0.60.

Tableau : n°09 les statistiques descriptives des variables sélectionnées

	CH	EXP01	ID	IDE	LNCR
Mean	53.13628	32.79016	27.32951	1.422334	7.516988
Median	49.83875	32.31377	25.74810	1.023600	7.479845
Maximum	99.86019	56.17430	48.58504	9.424248	8.627592
Minimum	15.24473	12.85476	19.15710	-0.118497	6.258365
Std. Dev.	23.22157	9.334438	5.225850	1.455893	0.553082
Skewness	0.362324	0.131792	1.283641	1.965822	0.036268
Kurtosis	2.100974	2.322394	5.131864	9.704559	2.382621
Jarque-Bera	6.500144	2.577052	54.28695	294.4935	1.883789
Probability	0.038771	0.275677	0.000000	0.000000	0.389888
Sum	6216.944	3836.449	3197.552	166.4131	879.4876
Sum Sq. Dev.	62551.98	10107.28	3167.903	245.8763	35.48436
Observations	117	117	117	117	117

Source : réalisé sous eviews 7 à partir des données de la Banque Mondiale

D'après le tableau ci-dessus ;

- Les valeurs réelles du PIB/habitant sont comprises entre 6,25 et 8,62 avec une moyenne de 7,47 une médiane de 7,51 et un écart-type de à 0,55.
- Les valeurs réelles des exportations/PIB sont comprises entre 12,85 et 56,17 avec une moyenne de 32,97 une médiane de 32,31 et un écart-type de 9,33.
- Les valeurs réelles de la FBCF/PIB sont comprises entre 19,15et 48,58 avec une moyenne de 27,32 une médiane de 25,74 et un écart-type de 5,22.
- Les valeurs réelles des IDE/PIB sont comprises entre -0,11 et 9,42 avec une moyenne de 1,42 une médiane de 1,02 et un écart-type de 1,45.

- Les valeurs réelles du taux de scolarisation sont comprises entre 15,24 et 99,86 avec une moyenne de 53,13 une médiane de 49,83 et un écart-type de 23,22.

Le paramètre de distribution de « kurtosis » est un coefficient d'aplatissement. Les kurtosis du PIB/habitant, du taux de scolarisation et des exportations/PIB sont toutes inférieurs à 3 (la valeur théorique pour la loi normale). Donc nous pouvons conclure que ces variables ne possèdent pas une distribution leptokurtique. C'est-à-dire qu'elle possède des queues moins épaisses et moins pointues que celle de la loi normale donc le processus qui génère ces variables n'est pas gaussien. En revanche, les variables FBCF/PIB et IDE/PIB sont supérieures à 3 donc ces variables possèdent des queues plus épaisses et plus pointues que celle de la loi normale donc ces variables possèdent une distribution leptokurtique.

Le paramètre de distribution « skewness » est un coefficient d'asymétrie (non linéaire). Nous remarquons que les coefficients sont tous positif et différents de 0 (le zéro étant la valeur théorique de la skewness pour la loi normale). Donc cela veut dire que la distribution de ses variables est étalée à droite. Donc la volatilité de ces variables est affectée par un choc positif que par un choc négatif.

La statistique descriptive de Jarque-Bera est fondée sur les notions de skewness et kurtosis. Les valeurs estimées de Jarque-Bera des exportations/PIB et du taux de croissance du PIB/tête sont inférieures à la valeur tabulée de la loi de khi-deux à deux degrés de liberté (5,991) au seuil de 5%. Ces valeurs sont basses et sont respectivement égales à 2,57 et 1,88. Donc on accepte l'hypothèse de normalité de ces variables. Contrairement aux valeurs estimées du test de Jarque-Bera de FBCF/PIB, taux de scolarisation au secondaire et des IDE/PIB, qui sont très élevées et égalent, respectivement à, 6,50 et 54,28 et 294,49. Donc nous rejetons catégoriquement l'hypothèse de normalité de ces variables.

2.1.3. Tests de racine unitaire

Tableau : n°10 Résultats des tests de racine unitaire

		Lncr	Exp01	IDE	ID
Levin, Lin & Chut	<i>Niveau</i>	-0.0302 0.4879	-1.6648 0.04796	-0.6026 0.2733	-1.5940 0.0554
	<i>Différence</i>	-4.3483 0.0000	-7.7485 0.0000	-8.1455 0.0000	-6.9394 0.0000
Pesaran and Shin	<i>Niveau</i>	1.4476 0.9261	-0.7002 0.2418	-0.8264 0.2042	-1.4376 0.0752
	<i>Différence</i>	-4.2266 0.0000	-6.7687 0.0000	-8.5451 0.0000	-6.8765 0.0000
ADF - Fisher Chi-square	<i>Niveau</i>	1.2222 0.9757	7.2168 0.3012	8.0168 0.2368	10.1817 0.1172
	<i>Différence</i>	29.1021 0.0001	51.0460 0.0000	66.6625 0.0000	52.2467 0.0000
PP - Fisher Chi-square	<i>Niveau</i>	1.7585 0.9405	6.1400 0.4076	18.0810 0.0060	5.5083 0.4804
	<i>Différence</i>	49.0689 0.0000	80.2549 0.0000	95.1271 0.0000	53.2228 0.0000

Source : réalisé sous eviews 7

2.2. Résultats de l'estimation et tests préliminaires :

Nous présentons les résultats des différents tests, les résultats de l'estimation et leurs interprétations. L'interprétation concernera les résultats des tests préliminaires et les résultats des estimations.

2.2.1. Test de Hausman

Comme nous l'avons déjà défini, le test Hausman est un test de spécification qui permet de déterminer si les coefficients des deux estimations (fixes et aléatoires) sont statistiquement différents.

Dans notre cas, les résultats du test indiquent que la probabilité $> \chi^2 > 5\%$ donc le modèle est à effet aléatoire.

- $\text{Chi}^2(4) = 1,04$
- $\text{Prob} > \text{chi}^2 = 0,9042$

Figure : n°20 Test de Hausman

test de Hausman Tuesday May 31 15:53:14 2016 Page 1

(R)

Statistics/Data Analysis

User: test de Hausman
Project: résultats du test de Hausman(space -6)

name: <unnamed>
log: C:\Users\pc\Desktop\Master\test de Hausman avec InCR.smcl
log type: smcl
opened on: 31 May 2016, 15:46:02

1 . xtrags inCR IDE ID RXP CH, fe

Fixed-effects (within) regression
Group variable: country_code

R-sq:	within = 0.8173	Number of obs = 117
	between = 0.9847	Number of groups = 3
	overall = 0.8506	Obs per group: min = 39
		avg = 39.0
		max = 39

corr(u_1, Xb) = -0.0710

	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]
inCR					
IDE	-.0026892	.0197363	-0.14	0.892	-.0418019 .0364235
ID	.0254175	.0047142	5.39	0.000	.0160751 .0347599
RXP	.0083089	.0037791	2.20	0.030	.0008195 .0157981
CH	.0204508	.001332	15.35	0.000	.0178111 .0230905
_cons	5.467037	.1782655	30.67	0.000	5.113757 5.820318
sigma_u	.03757217				
sigma_e	.21728294				
rho	-.0290326	(fraction of variance due to u_1)			

F test that all u_1=0: F(2, 110) = 0.52 Prob > F = 0.5947

2 . estimates store fixed

3 . xtrags inCR IDE ID RXP CH, re

Random-effects GLS regression
Group variable: country_code

R-sq:	within = 0.8164	Number of obs = 117
	between = 0.9969	Number of groups = 3
	overall = 0.8523	Obs per group: min = 39
		avg = 39.0
		max = 39

corr(u_1, X) = 0 (assumed)

	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
inCR					
IDE	-.0093585	.0169961	-0.55	0.582	-.0426703 .0239532
ID	.0279573	.0039482	6.85	0.000	.0193194 .0347962
RXP	.0063243	.0030748	2.06	0.040	.0002978 .0123507
CH	.0210608	.0010923	19.28	0.000	.0189199 .0232017
_cons	5.464357	.1465786	37.28	0.000	5.177068 5.751646
sigma_u	0				
sigma_e	.21728294				
rho	0	(fraction of variance due to u_1)			

Wald chi2(4) = 646.07
Prob > chi2 = 0.0000

```

test de Hausman  Tuesday May 31 15:53:14 2016  Page 2
4 . estimates store random
5 . hausman fixed random

-----+-----
      Coefficients
      (b)          (B)          (b-B)          sqrt(diag(V_b-V_B))
-----+-----+-----+-----
      fixed      random      Difference      S.E.
-----+-----+-----+-----
      IDE      -.0026892    -.0093585     .0066693     .0100326
      ID       .0254175     .0270578     -.0016403     .0025759
      RXP      .0083089     .0063243     .0019846     .0021971
      CR       .0204508     .0210608     -.00061      .0007623
-----+-----+-----+-----
      b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
      B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

      Test: Ho: difference in coefficients not systematic

      chi2(4) = (b-B)'[(V b-V_B)^(-1)](b-B)
              =      1.04
      Prob>chi2 =      0.9042

6 . log close
      name: <unnamed>
      log: C:\Users\pc\Desktop\Master\test de Hausman avec lnCR.smcl
      log type: smcl
      closed on: 31 May 2016, 15:47:23

```

Source : réalisé sous Stata 12.

2.3. Résultats de l'estimation du modèle

Nous avons effectué les tests sous evIEWS et stata 12 afin de confirmer nos résultats.

Les deux estimations donnent les mêmes résultats.

Tableau : n°11 estimation sous evIEWS 7

Dépendent Variable: LNCR

Méthode: Panel Least Squares

Date: 06/02/16 Time: 00:44

Sample: 1976 2014

Periods included: 39

Cross-sections included: 3

Total panel (balanced) observations: 117

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	5.464357	0.146579	37.27936	0.0000
IDE	-0.009359	0.016996	-0.550628	0.5830
EXP01	0.006324	0.003075	2.056811	0.0420
ID	0.027058	0.003948	6.853169	0.0000
CH	0.021061	0.001092	19.28094	0.0000
R-squared	0.852256	Mean dependent var	7.516988	
Adjusted R-squared	0.846979	S.D. dependent var	0.553082	
S.E. of regression	0.216354	Akaike info criterion	-0.182008	
Sum squared resid	5.242608	Schwarz criterion	-0.063966	
Log likelihood	15.64745	Hannan-Quinn criter.	-0.134084	
F-statistic	161.5168	Durbin-Watson stat	0.455222	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : réalisé sous eview7.

Tableau : n°12 Estimation sous Stata 12

```

1 . xtreg lnCR IDE ID EXP CH, re
Random-effects GLS regression              Number of obs   =   117
Group variable: country_code              Number of groups =    3

R-sq:  within = 0.8164                    Obs per group:  min =   39
        between = 0.9969                  avg             =  39.0
        overall = 0.8523                  max             =   39

corr(u_i, X) = 0 (assumed)                Wald chi2(4)    =   646.07
                                                Prob > chi2     =   0.0000

```

lnCR	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
IDE	-.0093585	.0169961	-0.55	0.582	-.0426703 .0239532
ID	.0270578	.0039482	6.85	0.000	.0193194 .0347962
EXP	.0063243	.0030748	2.06	0.040	.0002978 .0123507
CH	.0210608	.0010923	19.28	0.000	.0189199 .0232017
_cons	5.464357	.1465786	37.28	0.000	5.177068 5.751646
sigma_u	0				
sigma_e	.21728294				
rho	0	(fraction of variance due to u_i)			

Source : Stata 12

L'équation du modèle à effet aléatoire s'écrit de la manière suivante :

$$LNCR_{rt} = 0.599424154775 - 0.00398674568888*IDE_{rt} + 0.00396093867878*EXP01_{rt} + 0.0042857270048*ID_{rt} + 0.0015181306921*CH_{rt} + 0.882978342985*LNCR(-1)+\varepsilon_{rt}$$

Tableau : n°13 résumé de signification des variables.

Coefficient	Variable dépendante Lncr		Variables indépendantes
	Z	p>z	
-0,009	-0,55	0,592	IDE
0,270	6,95	0,000	ID
0,006	2,06	0,040	EXP
5,464	19,28	0,000	CH

Interprétations :

- Nous constatons d'après ces simulations et estimations que le taux des IDE/PIB a un signe négatif donc non significatif.
- Une augmentation d'un point de du taux d'investissement (FBCF/PIB) entraine une augmentation de 0,27 point du taux de croissance du PIB/Tête.
- Une augmentation d'un point du taux d'exportation/PIB entraine une augmentation de 0,006 point du taux de croissance du PIB/Tête.
- Une augmentation d'un point du taux de scolarisation au secondaire entraine une augmentation de 5,464 point du taux de croissance du PIB/

Conclusion

Ces résultats suggèrent que les externalités de taux de scolarisation dont bénéficient les pays Maghrébins sont plus productives dans le court terme. Cela peut s'expliquer par l'augmentation de capitale humain dans cette période .La concentration sur le secteur des hydrocarbures et la négligence de la production hors hydrocarbure explique la faiblesse des exportations. L'amélioration des effets du stock de capital national dans le long terme s'explique car nous les avons représentés par la formation brute de capital fixe qui est un investissement de long terme. Mais il faut noter que ce coefficient n'est pas significatif

Conclusion général

L'IDE reste la forme la plus privilégiée de la circulation internationale des capitaux. Il est non seulement un moyen d'accès aux marchés étrangers mais aussi un mécanisme qui crée des liens entre les différents systèmes de production, en impliquant une allocation internationale des ressources par les firmes. Depuis les années 80, l'accélération du processus de mondialisation a fait de l'investissement direct étranger un catalyseur du développement économique, notamment via leur contribution à la création de richesse. Il participe notamment à la croissance de l'investissement privé dans le pays d'accueil, favorise par ailleurs le transfert de technologie, contribuent à la formation et à l'amélioration du capital humain et concourent au développement des entreprises dans un environnement concurrentiel, notamment à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production.

Cette montée en puissance est à l'origine de divers facteurs. Outre les programmes de privatisation et les opérations de fusions acquisitions, la libéralisation des politique d'accueil vis-à-vis des entreprise étrangères constitue un facteur principal de l'accroissement des flux des IDE.

Néanmoins, ces flux différent d'un pays à un autre, ce qui repose essentiellement sur un ensemble des déterminants qui influencent le choix des FMN pour leur implantation. Ainsi, en fonction de leur stratégie, les firmes décident d'investir à l'étranger lorsqu'elles trouvent les avantages offerts par les pays d'accueil aussi favorable que possible. De ce fait deux grandes familles de déterminants, sur lesquelles les firmes se basent dans leurs choix de localisations, ont été relevées, en distinguant des déterminants économiques et les déterminants institutionnelles. Mais actuellement, le débat tourne sur la nécessité de développement, de la performance des institutions à traves de la mise on ouvre des déférentes instruments afin de séduire les IDE d'une manière progressive, le choix de localisation se rattache aux politique gouvernementales et la stabilité économique.

Durant les années 2002-2014, les entrées des IDE ont connu une progression significative, cette période répond à la mise en ouvre du programme de privatisation. Malgré cela, l'évolution des flux durant ces derniers années s'avère être conjecturelle et non par le résultat d'une politique claire de promotions des investissements directs.

Les pays du Maghreb ne font pas exception à cette règle. La répartition sectorielle des flux d'IDE au sein des trois pays maghrébins a démontré qu'une part importante des flux entrants en Algérie sont portée par le secteur des hydrocarbures, le forage, l'exploitation et prospection, suivi par d'autres secteurs expansionniste comme, le secteur de télécommunication et informatique. Cependant qu'au Maroc et Tunisie, les secteurs qui ont attiré le grand nombre d'IDE durant la 2002-2014 sont le tourisme, des télécoms et des services, notamment l'industrie, l'énergie et les mines.

En outre, L'estimation de notre modèle montre l'effet sur la croissance est un peu plus important pour le taux de scolarisation et la FBCF qui sont également des déterminants de la croissance, une augmentation d'un point du taux de scolarisation ou la FBCF entraîne respectivement une évolution de 0,021 et 0,027 point du taux de croissance du PIB /Tête. Ces résultats traduisent d'une part l'importance du taux de scolarisation dans le PIB des trois pays (Algérie, Maroc et Tunisie) et d'autre part l'effet des critères de la volonté de capital humain et la gratuité de secteur d'éducation. Les exportations contribuent d'une part marginale sur la croissance, 0,006 point du taux de croissance du PIB/Tête de ses trois pays car leurs exportations dépendent seulement sur le secteur d'hydrocarbures.

Dans la mesure où l'effet négatif des investissements directe étranger sur le niveau de vie a été démontré, il serait opportun pour ces pays de mettre en œuvre des politiques qui conduiront au plein accomplissement de ces insuffisances, qui est l'utilisation et l'adaptation de nouvelle technologie nouvelle et d'investir largement dans le secteur hors hydrocarbures. Cela doit passer par des politiques basées sur le développement des infrastructures, la coopération technologique au sein de ses pays.

Bibliographie

I.OUVRAGES

1. Addison T . et George Mavrotas : « Foriegne Directe Investistment ,Innovative sources of développement Finance and domestic Resource Mobilization “,Revised Paper for Track II,Global economic Agenda,Helsinki process Globalization and Democracy,2004
2. AZZOUZ KERDOUN. Les transferts de technologie vers les pays en voie de développement. Office des publication universitaire OPU ,1991.
3. BEITONE.A, DALLO.C, GUIDANI.JP, LEGARDEZ.A «dictionnaire des sciences économie », Ed ARMAND colin, 1996.
4. Bonny J.B. : « Mauvaise gouvernance et faibles investissement directe étranger en HAHITI», conférence Générale sur l’insécurité et Développement, Association Européenne des instituts de recherche de formation en matière de développement (EADI) ,21-24septembr 2005.
5. Boulam,F ,«conduit de la politique de l’attractivité des IDE et Modèle de développement de l’Algérie », 2010 .
6. Bourbonnais ; « économétrie manuel et exercice »,8eme édition, DUNOD, 2011.
7. Caves R ; « Multinational Enterprise and economic analysis » Cambridge university press,1982.
8. Chen E.K.V. « Changing pattern of financial flows in the Asia, Pacific Region Policy Responses » Asain development review, Vol. 10, No.2, 1992.
9. DUNNING J.H. « International Business in a Changing World Environment »,dans Multinationals, Technology and Competitiveness, Unwin Hyman Ltd. London, 1988.

10. J.P. Maréchal. La commercialisation de la technologie. Application à l'Amérique Latine notamment au Chili. Thèse Doctorat économie appliquée, Paris Dauphine 1976 ,
11. J .Savary « les multinationales listées » PVF-IRM 1981 .
12. Klein, Micheal ,Carl Aaron et Bitu Hadjimicheal : « Foreign direct investment and poverty reduction», world Bank Policy Research Working Paper 2613,2001.
13. L.KARPIK. le capitalisme technologique. Revue de sociologie du travail. Science rationalité et industrie. Janvier-mars 1972.
14. Mallanpally P .et sauvant K.P : « l'investissement direct étranger dans les pays en développement », Finances et Développement.
15. Mazerolle Fabrice : « les firmes multinationales », Ed Vuibert Paris2006.
16. PERROX.P « les théories de la croissance »Edition Dunod, paris, 2004.
17. Ph. Merle Droit commercial, sociétés commerciales10^{ème} éd, Dalloz.
18. Samuelson et Nordhausen in Macroéconomie ,1995 .
19. Vernon R: « The Product cycle hypothesis in a new international environment », Oxford Bulletin of economics and statistics 41,1997.

• **II.MEMOIRES**

1. Melle HAROUN Hayat : « La problématique du foncier industriel et de l'investissement en Algérie » , mémoire en master 2en droit des affaires ,faculté de droit et sciences économiques , université de Perpignan,2004 ,P.52.
2. Mme Harnache née Naha Fazia : « l'investissement étranger en Algérie dans le cadre de l'ordonnance n°01-03 du 20 aout 2001 relative au développement de l'investissement », mémoire de master en droit des affaires, université de Perpignan, faculté de droit et sciences économiques,2002,P.8 .

III.SITES INTERNET

1. <http://www.oecd.org/investment>
2. <http://unctad.org/fr/Pages/AboutUs.aspx>
3. <http://www.banquemondiale.org/>
4. www.andi.dz
5. <https://www.wto.org/indexfr.htm>

V. Rapports, revues et articles:

1. Ambassade de France en Tunisie, fiche de synthèse de la maison économique : « IDE en Tunisie et présence Française en 2005 », novembre 2006, P.1, in [www. Mission éco .com](http://www.Missionéco.com).
2. CNUCED : Examen de la politique de l'investissement de l'Algérie ; 2004 ; P .8.
3. CNUCED : Rapport sur l'investissement dans le monde2003, www.cnuCED.org
4. CNUCED : rapport sur l'investissement dans le monde 2005.
5. Forum économique mondial, rapport 2015-2016
6. Rabhi M : Investissement directs étrangers en Algérie, « un léger rebond en 2012 », journal liberté ,24 novembre .Disponible sur : [http://www .liberte – algerie.com/conterchamp/sans-](http://www.liberte-algerie.com/conterchamp/sans-)
7. Rapport des IDE 2013 et perspectives-FIPA juin 2014.
8. Royaume du Maroc, bilan des investissements dans le secteurs de l'énergie et des mines septembre 2013.

Table des illustrations

Tableau 1 : Le stock des investissements internationaux en 1914(10 ⁶ \$).....	16
Tableau 2 : stock d'IDE dans le monde, en1914 et 1938	17
Tableau 3 : Les détenteurs de stocks d'IDE par zone, en1980et1990 (10 ⁹ \$).....	18
Tableau 4 : Les taux d'IDE dans « les trois sud »1986-1996(en 10 ⁶ \$)	19
Tableau 5 : Le classement des 10 pays Africaines les plus compétitifs en 2015.....	36
Tableau 6 : Investissements par secteurs en millions de DH sur la période 2000-mai 2013	41
Tableau 7 : Analyse sectorielle des flux des IDE au cours de 2013.....	43
Tableau 8 : Matrice de corrélation des variables sélectionnées	62
Tableau 9 : les statistiques descriptives des variables sélectionnées	63
Tableau 10: Résultats des tests de racine unitaire	65
Tableau 11 : Estimation sous evIEWS 7.....	67
Tableau 12 : Estimation sous Stata 12.....	69
Tableau 13 : Résumé de signification des variables	69
Figure 1: flux d'IDE entrants en Algérie 1990-2013 (en millions de dollars)	31
Figure 2: Flux d'IDE entrants au Maroc (1990-2013).....	33
Figure 3: flux d'IDE entrants en Tunisie 1990-2013	34
Figure 4: La représentation graphique de secteur investis au Maroc en 2013	42
Figure 5: Evolution du PIB/Tête de l'Algérie (1976-2014)	54
Figure 6: Evolution du PIB/Tête du Maroc (1976-2014)	54
Figure 7: Evolution du PIB/ Tête du Tunisie	55
Figure 8: Stock d'IDE/PIB en l'Algérie (1976-2014).....	55
Figure 9: Stock d'IDE/PIB au Maroc (1976-2014).....	56
Figure 10: Stock d'IDE/PIB en Tunisie (1976-2014)	56
Figure 11: FBCF/PIB en Algérie (1976-2014).....	57
Figure 12: FBCF/PIB au Maroc (1976-2014)	58
Figure 13: FBCF/PIB en Tunisie (1976-2014).....	58
Figure 14: Exportations/PIB de l'Algérie (1976-2014)	59
Figure 15: Exportations/PIB au Maroc (1976-2014).....	59
Figure 16: Exportations/PIB de la Tunisie (1976-2014).....	60
Figure 17: Taux de scolarisation au secondaire en Algérie (1976-2014)	60
Figure 18: Taux de scolarisation au secondaire au Maroc (1976-2014).....	61

Figure 19: Taux de scolarisation au secondaire en Tunisie (1976-2014) 61
Figure 20: Test de Hausman..... 66

Annexe N°1 variable utilisées dans le model

country_code	State	Years	CR	lnCR	IDE	ID	EXP	CH
1	DZ	1976	1031,30337	6,93857869	1,05480779	42,5374574	33,0545839	18,39504
1	DZ	1977	1185,51062	7,07792887	0,85091307	44,1550448	30,5865669	21,51011
1	DZ	1978	1447,61764	7,27767448	0,51262954	48,5850401	25,5358367	25,32871
1	DZ	1979	1771,96551	7,47984466	0,07728593	39,3452226	31,1483002	27,99378
1	DZ	1980	2189,77572	7,69155441	0,82339536	33,7846142	34,3384615	30,06515
1	DZ	1981	2223,69691	7,70692637	0,02978051	32,9153595	34,5872508	32,18463
1	DZ	1982	2197,11059	7,69489841	0,11849732	34,441233	30,9248563	35,23465
1	DZ	1983	2298,88403	7,74017908	0,0008558	34,3602907	27,9418061	38,52776
1	DZ	1984	2452,66425	7,80493016	0,00149478	33,4828098	25,7100162	41,89046
1	DZ	1985	2567,49552	7,8506862	0,00068658	32,4407822	23,5839329	45,08651
1	DZ	1986	2740,65417	7,91595192	0,00834668	34,4574271	12,8547573	49,42614
1	DZ	1987	2790,47491	7,93396708	0,005561	29,6879827	14,2724747	51,91699
1	DZ	1988	2402,82546	7,7844006	0,0220316	26,2374818	15,5078679	52,977
1	DZ	1989	2202,55812	7,69737474	0,02173526	27,1202455	18,6392633	59,65123
1	DZ	1990	2394,42061	7,78089656	0,00053979	26,9701332	23,4436851	59,12105
1	DZ	1991	1721,58207	7,45099895	0,02545902	25,861457	29,1178222	57,57352
1	DZ	1992	1766,06592	7,47650971	0,06249571	27,0749862	25,3195943	57,27878
1	DZ	1993	1797,5418	7,49417535	0,02173526	27,0068601	21,783877	57,39975
1	DZ	1994	1499,98409	7,31320978	0,57518405	28,4009383	22,5307252	58,40698
1	DZ	1995	1444,90794	7,27580089	0,59949904	29,1369443	26,194776	58,33717
1	DZ	1996	1596,00686	7,37526008	0,57518405	24,8793781	29,7604483	58,6382
1	DZ	1997	1611,96195	7,38520732	0,53966695	22,9515862	30,9063114	59,15799
1	DZ	1998	1588,42134	7,37049593	1,25882622	25,748099	22,578354	59,15799
1	DZ	1999	1580,95757	7,365786	0,59949904	24,3900934	26,8088741	65,27889
1	DZ	2000	1757,01197	7,4713699	0,51122411	20,6766106	41,175353	64,72483
1	DZ	2001	1732,95852	7,45758535	2,02375703	22,8397603	36,6893046	68,41097
1	DZ	2002	1774,29202	7,48115676	1,87631182	24,5714129	35,5045344	71,55985
1	DZ	2003	2094,8933	7,6472579	0,93378167	24,0877219	38,2488287	73,75566
1	DZ	2004	2600,00652	7,86326923	1,03357751	24,0181261	40,0532259	77,2134

Annexes

1	DZ	2005	3102,03738	8,0398144	1,12017426	22,3703225	47,2051926	78,78223
1	DZ	2006	3467,54474	8,15120205	1,57313714	23,1656348	48,8106877	79,79158
1	DZ	2007	3939,55994	8,27882431	1,24964656	26,3247547	47,0681628	70,28121
1	DZ	2008	4912,25194	8,49948776	1,5430388	29,2324328	47,9733452	76,75585
1	DZ	2009	3875,8221	8,26251307	2,00197501	38,2364509	35,3716508	93,07003
1	DZ	2010	4473,48645	8,40592335	1,42696365	36,2831932	38,4445477	97,17192
1	DZ	2011	5447,40398	8,60289444	1,28553463	31,670814	38,7881189	99,86019
1	DZ	2012	5583,61616	8,6275919	0,71773317	30,8008199	36,8925953	99,86019
1	DZ	2013	5491,61441	8,61097756	0,80679935	34,1922093	33,2180496	99,86019
1	DZ	2014	5484,06681	8,60960222	0,7047097	36,6857855	30,5292847	99,86019
2	MAR	1976	522,36395	6,25836457	0,3966369	28,7468127	17,9150534	15,24473
2	MAR	1977	588,074522	6,37685368	0,07234508	31,9547437	16,8959627	16,15937
2	MAR	1978	687,529209	6,53310431	0,08884277	24,8975596	16,3708888	17,58067
2	MAR	1979	806,421312	6,69260633	0,04674137	23,9769192	17,0101381	19,29749
2	MAR	1980	1042,35738	6,94924014	0,42418855	25,3925597	19,8587628	20,73402
2	MAR	1981	825,480649	6,71596582	0,34241185	29,6395073	23,4546276	22,31256
2	MAR	1982	804,739978	6,69051922	0,4653043	29,4395928	22,2035495	24,62131
2	MAR	1983	718,997637	6,57785807	0,2948517	26,0153539	23,4740476	26,61141
2	MAR	1984	636,277388	6,45563461	0,33158595	24,1938584	26,6407164	28,49134
2	MAR	1985	627,530889	6,4417929	0,13974271	24,2152903	26,5678552	30,47824
2	MAR	1986	804,471178	6,69018514	0,00293324	22,5256513	22,6101291	33,31778
2	MAR	1987	869,540141	6,7679645	0,28840123	21,3202761	23,5446733	35,38675
2	MAR	1988	1016,67233	6,92429015	0,34368	21,4298077	25,8991312	37,28917
2	MAR	1989	1023,1786	6,93066934	0,66104144	23,9676472	23,2856277	36,91481
2	MAR	1990	1145,92257	7,04396533	0,57256072	25	25,6937199	37,16282
2	MAR	1991	1209,89002	7,09828474	1,02359964	23,8896563	23,2086183	35,52325
2	MAR	1992	1227,79177	7,11297253	1,31848291	23,8295757	23,3050414	36,2272
2	MAR	1993	1134,99663	7,03438496	1,63076698	24,4443255	23,0062981	36,74905
2	MAR	1994	1262,73344	7,14103405	1,6163057	22,4423631	21,8388972	37,80604
2	MAR	1995	1356,32678	7,21253543	0,24845717	22,9849693	23,763427	37,9645
2	MAR	1996	1487,68284	7,30497505	0,18464251	20,7192721	22,74673	37,95278
2	MAR	1997	1321,28786	7,18636219	0,00957709	22,0199431	25,0950677	37,96398
2	MAR	1998	1400,84319	7,24482962	0,02965772	23,3893102	24,4117226	36,48635

Annexes

2	MAR	1999	1373,9086	7,22541495	0,00667403	25,1149347	26,3226797	36,8129
2	MAR	2000	1265,39504	7,14313964	0,59626172	25,9804108	27,9822869	38,44923
2	MAR	2001	1275,45923	7,15106158	0,38128423	24,8443957	29,4114474	40,20542
2	MAR	2002	1352,31707	7,20957475	0,19586485	25,2163098	30,1515852	42,54952
2	MAR	2003	1650,27919	7,40869976	4,64183992	25,1146176	28,6647758	44,75016
2	MAR	2004	1867,32994	7,53226485	1,38205663	26,2802095	29,3704147	48,05408
2	MAR	2005	1931,76106	7,56618733	2,72118191	27,5273414	32,3137741	49,83875
2	MAR	2006	2107,89602	7,65344558	3,6045045	28,1385101	34,2012734	52,59931
2	MAR	2007	2510,9762	7,82842688	3,55085547	32,1554214	34,5716801	55,57927
2	MAR	2008	2905,95268	7,97451656	2,6660485	34,4171703	35,7423507	57,6738
2	MAR	2009	2883,85068	7,96688172	2,1209696	31,6620418	28,0031744	60,44446
2	MAR	2010	2857,67341	7,95776308	1,33090537	30,6562124	32,2330186	62,69214
2	MAR	2011	3066,50316	8,02829315	2,48727462	31,4952133	34,7000343	65,74992
2	MAR	2012	2931,4002	7,98323547	2,89209442	32,5977348	34,9295479	69,06295
2	MAR	2013	3156,17515	8,05711618	3,13175986	30,3308534	32,6524409	69,06295
2	MAR	2014	3190,31044	8,06787351	3,25636529	29,4229153	34,2631511	69,06295
3	TUN	1976	785,070225	6,66577317	2,43148206	29,1257113	29,0843249	20,95293
3	TUN	1977	867,603722	6,76573507	1,82490078	30,658333	29,5816415	21,61901
3	TUN	1978	986,599875	6,89426456	1,52984919	31,0398969	30,9634043	23,11889
3	TUN	1979	1156,57301	7,05321661	0,68445849	30,5270363	38,9801506	24,31843
3	TUN	1980	1369,52611	7,22222006	2,68320923	28,3010874	40,2372546	25,16473
3	TUN	1981	1285,77814	7,15911937	3,50789929	30,9947141	41,3719366	25,68537
3	TUN	1982	1208,69722	7,09729838	4,18368269	34,0313046	36,9099159	28,65041
3	TUN	1983	1209,32388	7,0978167	2,20533537	31,8484148	34,364249	32,10814
3	TUN	1984	1172,10003	7,06655232	1,3723352	32,1252573	32,9626973	34,46734
3	TUN	1985	1158,37019	7,05476929	1,28236823	28,1378681	32,1032159	36,73893
3	TUN	1986	1203,55492	7,09303489	0,71225146	24,9888274	30,1826714	39,55787
3	TUN	1987	1261,81568	7,14030698	0,94582369	21,6245815	34,8263288	39,30264
3	TUN	1988	1284,90486	7,15843996	0,60041738	20,5459206	42,0178741	40,65903
3	TUN	1989	1269,28644	7,14621016	0,77164449	22,4924139	44,3456136	44,2455
3	TUN	1990	1507,23146	7,31802977	0,62064531	24,3608828	43,5570513	44,8517
3	TUN	1991	1571,82835	7,35999478	0,95953283	24,0447925	40,3656225	45,30211
3	TUN	1992	1825,37913	7,50954299	3,39259638	27,2045411	39,5350873	46,24343

Annexes

3	TUN	1993	1704,22376	7,44086501	3,84625648	28,1136193	40,4453393	48,88619
3	TUN	1994	1779,30767	7,48397962	2,76353438	27,0567479	44,9322743	53,44145
3	TUN	1995	2012,93627	7,60734976	1,46604337	24,1657772	44,9043503	56,99982
3	TUN	1996	2154,98694	7,67553994	1,2167962	23,1943272	42,1093762	60,55578
3	TUN	1997	2251,3929	7,71930437	1,63444465	23,6717313	39,1140807	61,90331
3	TUN	1998	2336,08394	7,75623128	2,98050047	24,0342362	38,5197865	68,42967
3	TUN	1999	2426,38836	7,79415916	1,5248174	24,3549703	37,9790416	72,35648
3	TUN	2000	2247,91299	7,71775751	3,50287782	25,1667329	39,5467039	74,63601
3	TUN	2001	2286,50046	7,73477774	2,047767	25,3249965	42,8166885	76,59662
3	TUN	2002	2373,83648	7,77226269	3,4170997	24,7636879	40,7845867	78,04819
3	TUN	2003	2790,00437	7,93379844	1,97019372	22,9003231	39,4834522	77,54764
3	TUN	2004	3139,5372	8,05183068	1,90382709	22,1287585	42,2211408	81,64905
3	TUN	2005	3217,96865	8,07650558	2,20839302	21,3305152	44,932292	84,80422
3	TUN	2006	3394,42898	8,12989083	9,42424773	22,5828658	46,0270075	86,95712
3	TUN	2007	3805,15294	8,24411146	3,89468064	23,0468061	51,0861106	90,66783
3	TUN	2008	4342,82318	8,37627992	5,797755	23,5229193	56,1743004	92,50602
3	TUN	2009	4162,50967	8,33387346	3,50994616	24,1816242	45,8336458	90,78479
3	TUN	2010	4176,61146	8,33725554	3,02942837	24,6508434	50,4778383	90,42879
3	TUN	2011	4298,0917	8,36592641	0,94310065	21,7008126	49,2673289	92,05757
3	TUN	2012	4187,54353	8,33986957	3,4438867	21,6676006	49,3006859	92,05757
3	TUN	2013	4309,99163	8,36869124	2,25619406	20,2670529	47,0631138	90,14178
3	TUN	2014	4420,69844	8,39405298	2,06668038	19,1571034	44,6233295	90,14178

Table des matières

Remerciements	1
Dédicaces	II
Liste abrégées	VI
Sommaire	VVI
Introduction Générale	1

Chapitre I : Approche théorique des IDE **03**

Section 1 : Aperçu théorique des IDE **03**

1.1. Quelques définitions fondamentales **03**

1.1.1. Définitions des Investissement directe étranger 03

1.1.2. Définition de FMN 04

1.1.3. Société mère (holding) 05

1.1.4. Groupe 05

1.2. Les formes d'IDE **05**

1.3. L'approche de Dunning (1979) **07**

Section 2 : Les stratégies d'attractivité des IDE..... **08**

2.1. Les stratégies **09**

2.1.1. Incitations générales à l'IDE 09

2.1.2. Stratégie ciblées 10

2.1.3. Improvisation 10

2.2. Les instruments **11**

2.2.1. Les incitations réglementaires à l'IDE 11

2.2.2. Incitations financières à l'IDE 11

2.2.3. Incitations fiscales à l'IDE 13

Section 3 : L'évolution des IDE dans le monde **14**

3.1. Evolution des IDE dans le monde **15**

3.1.1. L'âge d'or des IDE (1800-1914) 15

3.1.2. La période entre les deux guerres 16

3.1.3. LA période d'expansion des FMN de 1945 à 1975	17
3.1.4. La période de 1980 à 1990	18
3.1.5. A partir de 1990	18
3.2. Evolution de quelques statistiques des flux d'IDE entrants depuis 1970.	20
Conclusion du chapitre.....	21
Chapitre II : croissance économique et IDE aux pays du Maghreb	<u>22</u>
Introduction	22
Section 1: IDE et croissance économique	22
1.1. Définition de la croissance	22
1.1.1. La croissance économique	22
1.1.2. la croissance endogène	23
1.1.3. La croissance exogène.....	23
1.2. La croissance économique expliquée par les courants économiques	23
1.2.1. Revue de la littérature	23
1.2.2. Le rapport entre IDE et la croissance économique	29
Section 2: les IDE dans les pays du Maghreb Algérie, Maroc et la Tunisie.....	30
2.1. Les flux des IDE dans les trois pays du Maghreb	30
2.1.1. Les flux d'IDE en Algérie.....	30
2.1.2. Les flux d'IDE en Maroc	33
2.1.3. Les flux d'IDE en Tunisie	34
2.2. Le classement des trois pays Maghrébins selon la compétitivité économique	
.....	35
2.3.. Répartition des IDE par secteur	37
2.3.1. Répartition des IDE par secteur d'activité en Algérie	37
2.3.2. Répartition des IDE par secteur d'activité en Maroc	41
Conclusion du chapitre.....	43
Chapitre III : Etude d'impacte des IDE sur la croissance économique	<u>45</u>
Introduction.....	45
Section 1: Vue d'ensemble sur l'économétrie des données de panel	45
1.1. La méthode SUR	45
1.2. Le modèle linéaire simple	46

1.3. Les tests d'homogénéité	47
1.3.1. Procédures séquentielle de tests	47
1.3.2. Construction des tests	47
1.4. Spécification et estimations des modèles à effets individuels	49
1.4.1. Le modèle à effets fixes individuels	49
1.4.2. Modèle à effets aléatoires	51
1.4.3. Effets fixes ou effets aléatoires ? Le Test d'Hausman	52
section 2 : Modélisation en panel de l'impact des IDE sur la croissance économique dans les pays du Maghreb	53
2.1. Analyse des variables macroéconomiques	53
2.1.1. Le choix des variables	53
2.1.2. Analyse de la matrice de corrélation	62
2.1.3. Tests de racine unitaire	65
2.2. Résultats de l'estimation et tests préliminaires	65
2.2.1. Test de Hausman	65
2.3. Résultats de l'estimation du modèle	67
Conclusion du chapitre	70
Conclusion Générale	71
Bibliographie	73
Table des illustrations	76
Annexes	78
Table des matières	82

